

COMPTES RENDUS

Gilles Malandain, **L'introuvable complot. Attentat, enquête et rumeur dans la France de la Restauration**, Paris, Éditions de l'EHESS, « En temps et lieux », 2011, 333 p., ISBN 978-2-7132-2280-1, 26€.

Le 13 février 1820, le duc de Berry, neveu de Louis XVIII et seul membre de la dynastie régnante à pouvoir donner un héritier au trône de France, est assassiné à la sortie de l'Opéra par Louvel, sellier employé aux écuries du roi. Comme l'indique le titre de l'ouvrage, qui occulte l'événement lui-même, Gilles Malandain ne s'inscrit pas dans la perspective d'une histoire politique *stricto sensu* de l'événement, à l'instar, par exemple, des ouvrages de la série « les journées qui ont fait la France » (je pense par exemple au très beau livre de Mona Ozouf, *Varennes, la mort de la royauté*, Paris, Gallimard, 2005), mais plutôt dans celle d'une histoire sociale du politique. De cet épisode bien tombé dans l'oubli aujourd'hui, il fait un formidable laboratoire pour explorer l'univers politique de la Restauration en profondeur, en donnant comme une coupe stratigraphique éclairante et passionnante.

La première partie de l'ouvrage est une histoire des représentations politiques : l'auteur retrace l'attentat, les réactions qu'il suscite et l'instrumentalisation politique à laquelle il donne lieu. Si, dans un premier temps, l'émotion, le « saisissement » face à un acte imprévu l'emportent, le geste de Louvel polarise ensuite très vite les tensions existantes entre ultraroyalistes et libéraux, les premiers se distinguant par une violence toute particulière à l'occasion d'un événement qu'ils regardent comme une répétition du régicide. Les récits de l'attentat reflètent les différentes opinions politiques. Les royalistes bâtissent, à travers brochures et estampes, une représentation sentimentale des derniers moments du duc de Berry : la « belle mort » toute bourbonnienne de ce dernier permet de racheter une vie obscure et de glorifier la dynastie. Cependant, le pouvoir monarchique tente de résister à l'emportement ultra et ne fait pas du duc un nouveau martyr, par crainte d'entretenir la discorde civile. Les libéraux quant à eux décrivent Louvel comme un monstre, cherchant à se démarquer d'un geste qui risquerait de jeter le discrédit sur leur combat politique. Par sa monstruosité même et son caractère hors norme, l'attentat, selon les libéraux, est un accident, un non-événement. Diverses et violentes, les réactions s'estompent cependant assez rapidement, dès l'été. La naissance du fils posthume du duc de Berry, le duc de Bordeaux, au mois de septembre, semble ouvrir de nouvelles perspectives aux royalistes et relègue l'attentat au second rang avant que la fin du XIX^e siècle ne l'efface pratiquement de la mémoire collective.

La deuxième partie de l'ouvrage nous entraîne au cœur de l'enquête, de ses rouages et des représentations qui la guident. L'auteur distingue deux volets : les cadres de l'enquête et le processus sur le terrain. À événement exceptionnel, procédure exceptionnelle : conformément à la Charte, l'instruction est confiée à la Chambre des pairs. Trois hommes mènent l'enquête au sommet. Le baron Séguier, ultraroyaliste, premier président de la cour royale de Paris, le libéral comte de Bastard, premier président de la cour royale de Lyon et surtout le procureur général Nicolas Bellart, ultraroyaliste lui aussi. Ce dernier est le pilier de l'instruction et, soutenant la thèse du complot contre le régime, n'écarte aucune hypothèse,



allongeant démesurément le temps de l'enquête. En tout, 259 dossiers sont instruits, 1 057 témoins auditionnés : par sa dimension exceptionnelle, l'enquête devient comme un miroir dans lequel se reflète la société française, phénomène dont les contemporains eux-mêmes sont conscients. Ces dossiers contiennent cependant peu de choses sous le strict rapport de l'affaire. Les moyens policiers, même à Paris où les forces de la Préfecture de police sont nettement plus nombreuses et mieux organisées qu'ailleurs, ne permettent guère de rassembler de preuves concrètes. La plupart des pistes proviennent de dénonciations ou de divers signalements effectués souvent par des royalistes zélés et la preuve est avant tout testimoniale : la vérité doit émerger des témoignages et de leur recoupement. Le résultat de l'instruction est donc le fruit d'un raisonnement collectif bien plus que celui d'un travail de terrain. Cependant, ce dernier n'est pas négligé et, au terme de l'enquête, force est à Bellart de reconnaître que le complot n'existe pas. Louvel demeure le seul coupable.

C'est à ce dernier et aux autres suspects que s'intéresse la troisième partie de l'ouvrage consacrée aux « usages populaires de l'événement ». Gilles Malandain revient sur le contenu de l'enquête et sur ce qu'elle dit de la politisation des masses à cette période. C'est d'abord le personnage de Louvel, le « régicide », qui est passé au crible. Louvel dérouté quelque peu les contemporains qui, cherchant à le classer selon des critères qui le leur rendent intelligible, en font un fanatique. À la lecture de ses écrits, l'homme apparaît nécessairement moins caricatural. Peu cultivé mais intelligent, influencé par les théophilanthropes, admirateur de Napoléon, persuadé de l'utilité du sacrifice pour le bien commun, il est représentatif d'une forme de politisation populaire méconnue voire incompréhensible pour les élites de la période. Au-delà du cas exemplaire de Louvel, l'étude des suspects apparus dans l'enquête montre bien un intérêt diffus pour les événements politiques dans les couches populaires. Informations et rumeurs vont bon train, et la curiosité qu'elles suscitent confère à celui qui les colporte une importance qui l'incite souvent à broder sur les faits. Nombre de suspects se sont simplement trop avancés au cours de conversations qui, si l'événement n'avait pas eu lieu, seraient passées totalement inaperçues. Les dossiers de l'enquête révèlent ainsi une France politique difficilement accessible par ailleurs où les citoyens « passifs » de toutes opinions politiques s'expriment et débattent.

Dans ce travail, Gilles Malandain délaisse donc les mécanismes de l'événement et déporte le regard de l'attentat à proprement parler vers sa réception et les représentations socio-politiques qui la sous-tendent, ouvrant, en particulier, de nouvelles perspectives sur la politisation des masses au premier XIX^e siècle. Un beau livre d'histoire dense dans lequel la complexité du réel n'est pas gommée, mais habilement éclairée.

Hélène BECQUET

Bertrand GOUJON, **Histoire de la France contemporaine. 2. Monarchies post-révolutionnaires, 1814-1848**, Seuil, 2012, 447 p., ISBN 978-2-02-103347-2, 25€.

Quentin Deluermoz, **Histoire de la France contemporaine. 3. Le crépuscule des révolutions, 1848-1871**, Seuil, 2012, 413 p., ISBN 978-2-02-100596-7, 25€.

Étant donné le format limité de ce compte rendu, nous avons choisi de mettre en évidence quelques points communs entraînés par la lecture parallèle de ces deux volumes. Ceux-ci participent du progressif renouvellement de la collection « Histoire – qui n'est plus nouvelle... – de la France contemporaine » du Seuil : le volume dû à Bertrand Goujon,

maître de conférences à l'université de Reims-Champagne-Ardenne (et non Rennes comme indiqué sur la 4^e de couverture), succède à l'emblématique « Jardin et Tudesq », composé des deux volumes de *La France des notables, 1815-1848*, lus par de nombreuses générations d'étudiants en histoire depuis sa parution en 1973 ; quant au volume dû à Quentin Deluermoz, maître de conférences à l'université Paris XIII, il remplace les non moins emblématiques « Agulhon » - *1848 ou l'apprentissage de la République, 1848-1852* - et « Plessis » - *De la fête impériale au mur des Fédérés, 1852-1871* -, également publiés en 1973, puis revus et mis à jour. Il s'agit donc pour les auteurs de produire des synthèses scientifiques – non, ce n'est pas un oxymore – dans le cadre d'une maquette propre à la collection. Ce qui semble *a priori* contraignant peut devenir à l'inverse source de liberté : liberté à chacun des auteurs d'imposer ses choix. Tous deux se placent, comme en témoignent les titres respectifs et les illustrations de couverture, dans la problématique de la *Révolution* comme de la *révolution* : à la fois héritage de la matrice originelle de 1789 et pluralité des expériences révolutionnaires jusqu'à la Commune de Paris. Chez Bertrand Goujon, la sobriété du titre – *Monarchies postrévolutionnaires* – est contrebalancée par le choix du tableau de Gérard qui illustre la fin (provisoire) du processus des Trois Glorieuses : Louis-Philippe est appelé au trône par les députés, sur fond de drapeaux tricolores, mais aussi de fusils et de baïonnettes, avec, au second plan, un peuple dont on ne sait s'il est enthousiaste ou menaçant. Chez Quentin Deluermoz, au titre plus littéraire, le tableau de Philippoteaux illustre la tension qui règne le 25 février devant l'Hôtel de Ville : alors que Lamartine parle, et que les polytechniciens visent à empêcher tout pillage, une cavalière coiffée du bonnet phrygien brandit un drapeau rouge dans la main gauche et une épée dans la main droite. Quant à la chronologie retenue, elle permet d'englober ce quart de siècle où, une fois la monarchie abattue, production idéologique et action politique et sociale se concentrent sur des questions de fond : qu'est ce que la citoyenneté ? La démocratie ? La souveraineté populaire ?

Dans son avant-propos, Bertrand Goujon, après avoir retracé les grandes lignes de l'évolution récente de l'historiographie (quasi exclusivement française) relative à la période qu'il prend en charge, justifie l'option chronologique qui est la sienne, plaide pour l'entrecroisement des champs de l'histoire et utilise la métaphore du passage couvert (hommage à Walter Benjamin ?) pour caractériser les années étudiées. Cela posé, le contenu du volume est marqué par une approche politique et sociale dominante, même si l'économie, la culture, le religieux sont bien présents. Quant aux coupures opérées dans les trois décennies envisagées (notamment les périodes 1815-1820, 1820-1828, 1828-1832), elles apparaissent stimulantes, remplaçant par exemple les Trois Glorieuses dans un quinquennat qui lui donne toute leur dimension. Renonçant au passage en revue historiographique, tout en se référant aux travaux de « certains historiens », Quentin Deluermoz centre quant à lui son bref propos liminaire sur la justification de la chronologie traitée, insistant sur les ruptures qui la parsèment, avec le souci de prendre en considération la mutation du modèle révolutionnaire perçue entre février 1848 et mars 1871. Il explique ailleurs (p. 104) l'importance du mot « configuration » dans sa démonstration. Lui aussi entend rompre avec la chronologie traditionnelle et fait par exemple émerger l'importance des années 1860 – que Philip Nord avait déjà mises au cœur de son analyse de la naissance d'une culture politique républicaine. Mais Quentin Deluermoz souhaite de plus dépasser les frontières hexagonales et inscrire son étude dans une dimension transnationale. Enfin, exprimant l'ambition de proposer « une histoire de France rendue à ses contemporains », il utilise la formule d'« histoire des avant-dernières-choses » pour résumer sa démarche. Soit : mais quelques mots d'explication de cette formule – qui renvoient à un ouvrage de Siegfried Kracauer – n'auraient pas été superflus.



Les six forts chapitres rédigés par Bertrand Goujon sont portés par des mots-clefs qui en donnent le sens : retours et réaction, apaisement et réconciliation, mutation et immobilisme, enracinement – mais pas révolution ni insurrection. Soulignons quelques-unes des nombreuses qualités de cette synthèse, par ailleurs rédigée dans une langue d’une grande précision, avec un évident et bienvenu souci de pédagogie : c’est bien l’espace national qui est pris en compte et pas seulement la politique vue de Paris ; la parfaite connaissance de la plus récente bibliographie renouvelle réellement la perception de la période ; en évitant des chapitres trop thématiques (autour de la politique, de l’économie, du social, etc.), l’auteur propose une histoire globale pour chaque séquence, devenant de fait autonome en soi ; l’évaluation des différentes strates sociales de la société française, en particulier de ses élites, est particulièrement fine et pointue. L’économie est l’objet d’une approche dense, prenant en compte les récents apports de la bibliographie. On note également des pages très informées sur le religieux, exploré dans toutes ses facettes, avec une dimension anthropologique. Au chapitre des regrets, très peu de choses au plan factuel : pour exemple, un mot sur l’épidémie incendiaire dans l’Ouest de la France au printemps 1830 aurait été souhaitable. Il est par ailleurs dommage que les ouvrages ou articles en d’autres langues que le français ne soient pas cités et donc pas utilisés (sauf si traduits) : ainsi, pour la Charbonnerie, des travaux essentiels d’Alan B. Spitzer. Rarissimes sont les erreurs factuelles, comme l’affirmation (p. 230) que la majorité électorale passerait de 25 à 21 ans avec la Charte de 1830 – ce ne fut le cas qu’avec la constitution de 1848 : en 1830, on passe de 30 à 25 ans. Au total, la synthèse proposée par Bertrand Goujon constitue une excellente initiation à la France des notables.

Plus brefs, les dix chapitres proposés par Quentin Deluermoz sont également porteurs de mots faisant sens, dont ceux de République, d’Empire, de démocratie, de réveil politique et d’année terrible – pas non plus de révolution ni d’insurrection. Six sont spécifiquement – ou très majoritairement – consacrés au politique, incluant les idéologies, tandis que les quatre autres sont thématiques, traitant pour l’essentiel de l’économie et du social ou du culturel et du religieux. Là encore, l’espace considéré est bien national et, parfois, transnational : mais c’est la place accordée à la colonisation qui retient surtout l’attention. Les temporalités mises en œuvre sont de ce fait variées, depuis la prise en compte de la totalité de la période jusqu’au temps court de l’année terrible et plus encore de la révolution de 1848 (février-juin) ou de la Commune de Paris. S’ouvrant par le « moment 1848 », l’ouvrage s’achève par le « moment 1871 ». Quentin Deluermoz bâtit ses chapitres selon une construction alternant exposé et interprétation des faits, mobilisant pour cela tant les témoignages des contemporains que la bibliographie la plus récente, usant d’heureuses formulations. Il interroge la construction des catégories et le sens des mots – « république », « identité » ou « violence », par exemple. Il inclut dans son approche l’étude des sensibilités ou celle des étrangers. Au chapitre des regrets, on notera que le nom de Guéret n’apparaît pas dans les lignes consacrées à la résistance à l’impôt des 45 centimes – la répression fit pourtant seize morts dans la préfecture de la Creuse ; ou, plus largement, que la production littéraire et artistique est assez vite survolée : Courbet, par exemple, n’est pas traité. On signalera de très rares scories – ainsi Considérant au lieu de Considerant (p. 57 et *alii*), oïdrum pour oïdium (p. 180), Andrée au lieu de André Léo (p. 341). Quant au « massacre des cannibales » qui aurait touché l’Orne en août 1870 (p. 325), on peine à en comprendre le sens : ne s’agit-il pas d’un télescopage entre deux ouvrages d’Alain Corbin, *Le Village des cannibales*, qui se déroule en Dordogne, et *Le Monde retrouvé de Louis-François Pinagot*, qui a l’Orne pour cadre ?

Chacune de ces deux synthèses apparaît comme un double marqueur : de son producteur et de son temps. Bien qu'appartenant à la même collection, elles traduisent – et même trahissent – pourtant d'abord la personnalité et les choix historiographiques de leurs auteurs. À ce titre, elles témoignent qu'il n'existe ni récit ni interprétation unique en histoire. Lire à la suite ces deux volumes, c'est donc admettre la pluralité hautement souhaitable de l'historiographie.

Jean-Claude CARON

Laurent HERMENT, **Les fruits du partage : petits paysans du Bassin parisien au XIX^e siècle**, préface de Gérard Béaur, Presses universitaires de Rennes, 395 p., 2012, ISBN 978-2-7535-1999-2, 18€.

Laurent Herment, fort d'une formation économique et de la direction de Gérard Béaur, propose une version aménagée de sa thèse dont l'objet porte sur un débat central dans l'historiographie de la Révolution française, l'évolution post-révolutionnaire de la structure des exploitations agricoles en France et notamment des rapports entre grandes et petites exploitations à la suite des législations foncières des années 1790-1804.

La finesse de l'analyse au plus près des transactions et des données fiscales exigeant un territoire limité, ce sont deux cantons d'Île-de-France qui sont pris comme laboratoire, celui de Milly-la-Forêt au sud-est, dans les confins de la Beauce et du Gâtinais, pays de structures agraires étagées et de polyculture, *versus* le canton de Marines, dans le Vexin français au nord-ouest de Paris, secteur à dominante de grande culture céréalière et de paysanneries contrastées.

Il n'est pas possible dans le format d'un compte rendu de restituer la densité factuelle et statistique d'une investigation en huit chapitres, avec de nombreux tableaux et graphiques, l'exploitation méthodique des archives notariales, des recensements, des matrices cadastrales, etc. Nous résumerons donc seulement l'originalité et quelques apports du livre. Il faut d'abord remarquer la contribution à la méthodologie historique sur un sujet toujours jugé important mais un peu délaissé. À cet égard, le premier chapitre qui déblaie des biais encombrant la recherche est fort utile : problèmes de domiciliation, de propriétés dans de multiples communes, des forains, etc.

Sur cette base, Laurent Herment observe qu'il est peu pertinent de s'arrêter à une vision statique des structures agraires ; la répartition foncière s'avère fortement connectée d'une part au cycle de vie des propriétaires, d'autre part à la conjoncture économique. Par conséquent le demi-siècle 1815-1860 se révèle paradoxal : monde rural démographiquement plein et accélération des mutations industrielles, phase conjoncturelle plutôt déprimée, dure surtout pour les grands exploitants, mais marquée par la meilleure résistance des petits exploitants propriétaires qui sont capables d'assurer une relative accumulation patrimoniale.

La clef de cette évolution différenciée se trouve à la fois dans les performances agricoles de ces petits exploitants, plus manifestes d'ailleurs dans le Vexin, et dans leur moindre engagement dans des investissements lourds, notamment dans le bétail. Le bilan patrimonial est, quant à lui, complexe et lié aux âges de la vie ; il conjugue des acquisitions de terre, surtout courantes entre 30 et 50 ans, et la transmission intergénérationnelle. On découvre ainsi pas à pas la modulation complexe des dynamiques agraires.

Évidemment la lecture n'est pas toujours aisée, surtout que certaines démonstrations traînent un peu en longueur et que le style est parfois lourdement démonstratif, notamment



dans les entrées et bilans de chapitres. Sur le fond, on retrouve *in fine* l'équivoque d'un titre qui donne à penser qu'il ne serait question que de petits paysans issus d'un partage à grande échelle, alors que justement tout l'intérêt de l'ouvrage est de tenir les différentes composantes de la société rurale dans leur hétérogénéité de situations et de pratiques : grands et petits exploitants, mais sans doute aussi catégories intermédiaires et villageois non agriculteurs ou pluriactifs. D'ailleurs, Laurent Herment aurait sans doute pu aller un peu plus loin dans sa démarche de démontage des catégories classiques de l'analyse rurale et davantage replacer son étude de terrain exemplaire dans un questionnement sur la complémentarité/rivalité entre les différents types de « vivants de la terre » et les modalités du changement rural en France.

Il n'empêche qu'il faut lire ce livre qui contribue avec force à rendre caducs les schémas traditionnels d'interprétation de la Révolution française et du « modèle » socio-rural hexagonal : il n'est plus question d'un héritage mécaniquement opératoire sur tout le XIX^e siècle et, entre généralisation d'une voie petite paysanne ou opposition dichotomique entre grande et petite exploitation, cet ouvrage montre la multiplicité des facteurs de positionnement dans une société hétérogène où conjoncture et stratégies se conjuguent dans des évolutions toujours complexes.

Jean-Pierre JESSENNE

Fabrice ERRE, **Le règne de la Poire. Caricatures de l'esprit bourgeois de Louis-Philippe à nos jours**, Paris, Champ Vallon, 2011, 259 p., ISBN 978-2-87673-548-4, 23,50€.

Le motif de la Poire est célèbre et, dans la mémoire collective, il symbolise la monarchie de Juillet et le règne de Louis-Philippe. Célèbre, certes, mais aussi mal connu, car le dessin original, le plus souvent associé à Daumier, est en fait de la main de Charles Philippon qui souhaitait ainsi défendre la liberté d'expression, en dissociant visuellement la personne du roi de sa ressemblance (avec une poire !), à une époque où le fruit n'est pas encore synonyme « d'imbécile ». Dans ce livre, sous-partie largement remaniée et augmentée d'une thèse soutenue en 2007, Fabrice Erre redonne vie à une image qui, si elle a pu faire l'objet d'autres travaux universitaires, méritait cette étude exhaustive et stimulante.

La naissance de la Poire est conjointe aux premières années du règne de Louis-Philippe, période pendant laquelle se déploie une vie politique agitée qui va avoir pour conséquence d'affirmer un peu plus les acquis de la Révolution de 1789 et de confirmer la prise du pouvoir de la bourgeoisie. Mais c'est aussi une époque où l'on assiste à l'explosion d'une presse satirique sous l'influence, entre autres, d'un dessinateur, puis co-directeur d'un magasin d'estampes (La Maison Aubert), et enfin éditeur de magazines illustrés (*La Caricature*, 1830 ; *Le Charivari*, 1832) : Charles Philippon. Mais l'artiste-entrepreneur peut aussi compter sur une fine équipe de littérateurs et de dessinateurs (Balzac, Daumier, Grandville, Traviès...) et, avec elle, prendre la tête de la « campagne de l'irrespect ». Afin de contrecarrer cette activité satirique et polémique, les légitimistes rentrent eux aussi dans la danse avec des journaux acquis à leur cause, tandis que le gouvernement achète *Le Figaro* et appuie la création de *La Charge*. La Poire, comme l'indique Fabrice Erre, devient alors la figure emblématique de la période et du règne de Louis-Philippe, elle fascine et distrait à la fois, se détache du papier pour rejoindre les murs (sous forme de graffiti) et les esprits ; bref, le motif gagne les mentalités et par sédimentation successive devient bientôt une sorte

de raccourci visuel du temps. Pourtant, si « comment » la Poire s'expliquait, « pourquoi » la Poire était plus complexe à préciser ! Et c'est tout l'enjeu et la réussite de ce livre de nous le raconter. Pour cela, l'auteur scinde son récit en trois points distincts et complémentaires : il brosse tout d'abord la conception du « fruit défendu », puis retrace sa réception et enfin décrit ses usages.

La conception du motif de la Poire est directement issue des différentes mutations de la définition du bourgeois. Si au XVII^e siècle, avec Molière, c'était la haute bourgeoisie qui était raillée, au XIX^e siècle, c'est l'épicier qui est attaqué, les satiristes mettant en avant, en particulier, son appât au gain supposé. Mais l'autre image du bourgeois qui prend ses formes au lendemain de la Révolution de 1789, c'est le « ventru », personnage cynique et sans scrupule auquel le ventre dicte la conduite. Au final, avec l'épicier étroit de la tête et le ventru gras du bide, commence à émerger une silhouette piriforme, bientôt symbole d'un régime s'enfermant dans un « juste-milieu » abondamment décrié par les satiristes (« Qu'est-ce que le juste-milieu dans la rue ? : Le ruisseau ! » 1831). Toutefois, pour les caricaturistes, cet être fluide et malléable est difficilement représentable. On imagine bien un Monsieur Croupion, aux formes constituées des partisans du juste-milieu, ou encore un enfant à la tête énorme et au poids insupportable pour sa mère, sans toutefois parvenir à imposer un motif pérenne et unanime. Malgré tout, demeure de ces premières tentatives visuelles le thème du fardeau et de la lourdeur, en une évocation de la manière dont les caricatures patriotes du début de la Révolution de 1789 traitaient les membres du clergé : des ventrus que l'on devait déjà « dégraisser ». De là, va naître en douceur la silhouette de la Poire, qui émerge naturellement, sous le crayon des dessinateurs, comme le fruit lui-même sur l'arbre au printemps. Il manque cependant un dernier ingrédient dans cette recette sucrée : un homme incarnant le régime. C'est à Louis-Philippe que l'on collera la Poire. D'autant que le roi a le défaut supplémentaire de s'en prendre aux caricaturistes et fait interdire ou saisir les dessins qui raillent sa personne. En 1831, le journal de Philipon, *La Caricature*, est poursuivi douze fois pour atteinte à la personne du monarque. Lors d'un procès contre le journal satirique, qui s'ouvre le 14 novembre de cette même année, l'avocat de Philipon invoque la Charte et la liberté de la presse que celle-ci a proclamée. Il ajoute que le pouvoir se doit d'être figuré sous la forme de son plus haut représentant et qu'utiliser la ressemblance du roi est donc une nécessité du dessin politique et satirique. Pour lui, sans le formuler ainsi, c'est le corps symbolique et non pas le corps privé du roi qui est croqué dans ces images. Philipon choisit d'illustrer ces propos avec quatre dessins dans lesquels, progressivement, le visage de Louis-Philippe se transforme, par effet de schématisation successive, en une poire. Les dessins sont présentés au tribunal, puis publiés par *La Caricature* accompagnés d'un commentaire qui en accentue la satire : « ainsi pour une poire, pour une brioche et pour toutes les têtes grotesques dans lesquelles le hasard ou la malice aura placé cette triste ressemblance, vous pourrez infliger à l'auteur cinq ans de prison et cinq mille francs d'amende. Avouez, Messieurs, que c'est là une singulière liberté de la presse ! ». Cette affaire et son retentissement vont légitimer l'utilisation du fruit, enfin mûr pour devenir le symbole du régime. Si l'emprise de la poire sous le crayon des caricaturistes semble naturelle, la deuxième partie du livre montre cependant que de nombreux facteurs culturels ont préparé les esprits à la naissance du fruit.

Car, si la Poire possède les caractéristiques et le langage métaphorique des symboles utilisés par la monarchie française de droit divin depuis la Renaissance, elle n'est cependant en rien valorisante pour le souverain, mais au contraire porte en elle une image dégradante. Et pour expliquer, malgré tout, son succès, l'auteur, s'appuyant sur Balzac, défend l'idée selon laquelle la caricature, à cette époque, a atteint sa légitimité et qu'elle a remporté, en



termes de popularité, sa victoire contre l'art officiel. Louis-Philippe, n'ayant pas mesuré ces transformations et surtout en voulant contrôler la caricature par la force, l'apprendra à ses dépens. La poire à partir de 1831 éclipse le soleil dans plusieurs caricatures que Fabrice Erre interprète comme la preuve du basculement des régimes : entre la glorification du règne de Louis XIV par l'astre le plus lumineux et la Poire de Louis-Philippe, une Révolution est passée et un nouvel ordre mercantile (avec l'image de l'épicier) s'est imposé. La période de la monarchie de Juillet et son état de mollesse, d'indécision, de cafouillage et d'entre-deux politique, se retrouve au final parfaitement symbolisé par la Poire qui donne ses contours arrondis au vide, même si d'autres objets à l'intensité symbolique analogue auraient pu alors s'imposer (le bonnet, la citrouille, la brioche...) Son succès, la Poire le doit aussi, insiste l'auteur, à sa pluralité sémantique qui la lie à la fertilité, à la prospérité tout en la dissociant de l'obscène et du blasphématoire. Elle est, en outre, au centre de nombreuses expressions populaires favorisant l'appétit satirique des caricaturistes qui vont la croquer sans relâche ! Le fruit sera donc marié « à toutes les sauces », selon l'expression de Fabrice Erre. Mais c'est également une poire dans tous ses états qui apparaît, puisqu'elle adopte toutes les formes et incarne bien des personnages et des objets différents. Des traits du visage du roi, à son corps tout entier, elle symbolise le régime, tout en le menaçant. Les exemples (malheureusement reproduits au format timbre-poste) sont aussi nombreux qu'hilarants ! Toutefois, la bataille piriforme passe à la postérité par son usage populaire, elle devient ainsi le motif de graffitis sur les murs, bientôt repris dans les images, ce qui a pour conséquence de conforter le fruit dans le paysage urbain à Paris et en province. On le retrouve ainsi dans les correspondances du temps, tout autant semble-t-il, que dans les conversations. Elle est vendue dans la rue tel un objet séditieux et fait partie du rituel des sociétés secrètes. Comme le remarque avec justesse Philippon, le « pépin qui a été semé a poussé dru » !

À partir de 1840, les caricaturistes français et étrangers vont reprendre inlassablement le motif et on le retrouvera, jusqu'à nos jours, dans les pages des journaux, comme au cinéma. Cette étude, tout à la fois savante et agréable à lire, rend parfaitement compte de ses tribulations sur plus d'un siècle et demi et nous rappelle avec brio, s'il en était besoin, l'importance des images et des figures symboliques dans notre culture politique contemporaine. Enfin, en échappant à Louis-Philippe, puis à la monarchie de Juillet, pour revêtir une dimension universelle, la Poire atteste de la victoire idéologique de la « civilisation bourgeoise » en France et dans le monde, au lendemain de la Révolution française. Que Fabrice Erre soit remercié de l'avoir démontré.

Pascal DUPUY

Raimund RÜTTEN, **Republik im Exil. Frankreich 1848 bis 1851: Marie-Cécile Goldsmid – Citoyenne und Künstlerin – im Kampf um eine République universelle et sociale**, [La République en exil. La France de 1848 à 1851 : Marie-Cécile Goldsmid – citoyenne et artiste – en lutte pour une République universelle et sociale], préface de Rolf Reichardt, Hildesheim/Zurich/New York, Olms (coll. « Studien zur Kunstgeschichte » 198), 2012, ISBN 978-3-487-14836-6, 68€.

Cette étude richement documentée de Raimund Rütten, professeur émérite de littérature française à l'Université de Francfort-sur-le-Main et connu pour ses travaux sur la caricature française (Voir Raimund Rütten, Ruth Jung et Gerhard Schneider (éds), *La*

caricature entre République et censure. L'imagerie satirique en France de 1830 à 1880 : un discours de résistance ?, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1996), met en perspective un angle mort des études sur le XIX^e siècle, à savoir celui de l'imaginaire visuel des contemporains. La négligence avec laquelle la lithographe Marie-Cécile Goldsmid a été traitée par la recherche nous a donné une interprétation tout-à-fait raccourcie d'une des représentations visuelles les plus connues de la révolution de 1848 dans sa dimension européenne qui a fait son chemin jusque dans les manuels scolaires. Au lieu d'évoquer simplement le « printemps des peuples », la célèbre lithographie « République universelle démocratique et sociale » nous présente une vision beaucoup plus complexe de toute une utopie sociale qui s'éclaircit seulement par une vue d'ensemble de la production lithographique de Goldsmid, ainsi que par sa circulation et par sa réception par la presse contemporaine. À l'instar d'autres malentendus iconographiques, comme la seconde version de *La proclamation de l'Empire allemand à Versailles* par Anton von Werner, prise abusivement comme témoignage de l'unité nationale et non comme version prussienne de l'événement (Thomas Wolfgang Gaehtgens, *Anton von Werner. Die Proklamierung des Deutschen Kaiserreiches. Ein Historienbild im Wandel preußischer Politik*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1990), la découverte de la « Citoyenne » Goldsmid et de son programme politique révèle une distorsion historiographique.

Comme Raimund Rütten le constate dans son introduction, l'interprétation de la Seconde République française est toujours largement dominée par l'idée d'une éphémère période d'« apprentissage » pour l'après 1870 (Maurice Agulhon, *1848, ou, L'apprentissage de la République, 1848-1852*, Paris, Seuil, coll Points Histoire, 2002). Il y a donc un grand intérêt à revenir sur la Révolution de 1848 dans sa « longue durée » révolutionnaire, à la fois par rapport aux révolutions précédentes comme par rapport au processus révolutionnaire lui-même. À travers l'œuvre de Marie-Cécile Goldsmid, Rütten décèle les « silhouettes politiques et socio-historiques » (p. 22) de la période entière entre juin 1848 et le coup d'État du Prince-Président Louis-Napoléon Bonaparte en décembre 1851. En choisissant une approche iconographique par les lithographies, il fait de son ouvrage un « véritable discours de méthode » (p. 5) d'une science historico-visuelle interdisciplinaire (*Historische Bildwissenschaft*) dont le doyen allemand Rolf Reichardt, dans sa préface, reconnaît le triple mérite pour l'étude de la Seconde République : premièrement, Raimund Rütten a réussi à identifier Goldsmid comme auteur de deux séries de lithographies, connues d'ailleurs au moins parmi les spécialistes, mais jusqu'à présent faussement attribuées au graveur Frédéric Sorrieu. Deuxièmement, il met leur distribution et réception dans le contexte des activités de l'*Association pour la propagande démocratique et sociale*, formellement une maison de commerce, fondée par un groupe de républicains démocrates, voire socialistes, afin de mobiliser les classes inférieures en vue des élections de 1849 et 1852. Troisièmement, l'étude déchiffre le programme iconographique des lithographies au-delà d'une simple reproduction d'idées jacobines depuis 1793 en attente d'une nouvelle révolution « socialiste », comme toute une utopie sociale d'un ordre égalitaire, orientée vers un public vaste et hétérogène sans barrières de classe.

Le parcours biographique et professionnel de Marie-Cécile Goldsmid, traité dans les premiers chapitres, reste obscur et peu documenté. La « Citoyenne », titre qu'elle se donne elle-même après les journées de février 1848, fait son apparition publique en 1846 par un écrit saint-simoniste sur l'ordre économique et le système bancaire qui montre d'emblée son plaidoyer pour le progrès social et industriel. Entre décembre 1848 et novembre 1851 succède la publication de seize lithographies avant qu'elle ne se réfugie à Bruxelles. Parmi les rares sources disponibles dominent les rapports policiers et judiciaires. Rütten s'efforce ici



de problématiser le double stigmatisme de « républicaine » et « femme » en faveur d'une vision « genrée » de l'engagement politique de Goldsmid. Il ne cache pas ses sympathies pour sa protagoniste tandis que le profil de ses adversaires parmi les autorités gouvernementales, les républicains conservateurs et les adhérents de la monarchie, reste assez monodimensionnel.

L'*Association pour la propagande démocratique et sociale* – objet du chapitre suivant – se charge de la distribution des lithographies dans la France entière. Elle est révélatrice des concertations entre républicains et socialistes après l'échec de l'insurrection de juin 1848. Flanquée par des journaux républicains (*La Réforme*, *La Révolution démocratique et sociale*) et socialistes (*Le Peuple*), elle cherche à transformer la « république démocrate, une et indivisible » existante en « république sociale » qui reprend et développe les droits sociaux de la constitution de 1793. Basée à Paris, avec des réseaux de plus en plus denses en Province, la *Propagande* vise, par la distribution d'écrits et d'images, à éclairer et mobiliser de nouveaux groupes d'électeurs profitant du suffrage universel : paysans, journaliers, prolétariens, artisans, soldats et instituteurs.

Après cette mise-au-point programmatique et institutionnelle, Rütten consacre les deux chapitres centraux de son ouvrage à la réalisation artistique de cette utopie sociale dans l'œuvre de Goldsmid. Le premier cycle de lithographies, parmi elles la célèbre « République universelle démocratique et sociale », présente alors une « histoire du salut » (p. 73) opposée à la réalité politique de la Seconde République. Si les motifs iconographiques font appel à l'héritage révolutionnaire, Goldsmid prend un soin particulier de l'orienter vers les besoins et nécessités d'une nouvelle société humanitaire ainsi qu'industrielle qui n'exclut aucun groupe social *a priori*. Des concepts proto-socialistes représentés tels qu'une banque du peuple ou des bons d'échanges apparaissent comme métaphores de la solidarité de la société entière. La reconstruction de cette cohérence programmatique est le fruit d'une analyse méticuleuse des traditions et innovations du langage visuel et du contexte sémiotique qui est loin d'être évident. Rütten arrive ainsi à corriger l'interprétation traditionnelle qui voyait dans l'utopie démocratique-sociale de Goldsmid un plaidoyer pour une économie de marché et une profession de foi en faveur du libéralisme économique.

L'analyse du second cycle de lithographies distribué par la *Propagande* révèle l'étroite relation entre la vision républicaine de Goldsmid et des topiques religieux. Des motifs comme Jésus-Montagnard ou des citations bibliques dans les intitulés reprennent d'une part l'interprétation politisée de scènes bibliques dans la littérature socialiste (par ex. *L'évangile du peuple* d'Alphonse Esquiros), d'autre part recourent à des éléments d'une théologie évangélique de libération que Goldsmid sécularise pour légitimer la pratique politique révolutionnaire. Les tableaux consacrés au suffrage universel, aux déportations ou aux différents modèles républicains se dirigent contre le système en place que Rütten comprend comme ouvertement contre-révolutionnaire à partir de 1849.

Dans le dernier chapitre, l'auteur change de perspective et complète la critique sociale de Goldsmid par les visions du camp opposé. Si cette dernière partie est moins convaincante dans l'interprétation, cette impression est principalement due à une approche assez schématique des antagonismes politiques qui s'exprime *in nuce* par l'utilisation générique de la catégorie de « contre-révolution ». Tandis qu'elle correspond bien aux visions manichéennes exprimées par l'iconographie, son utilisation globale rend floues l'hétérogénéité des intérêts et la dynamique des alliances entre les différents courants dans la Seconde République, surtout en ce qui concerne le chassé-croisé entre républicains conservateurs, orléanistes et légitimistes. Au niveau des sources, ces lithographies montrent bien les spectres respectifs des extrémités politiques. Cependant, elles sont moins parlantes quant aux stratégies de rapprochement ou des facteurs intégrants.

Le livre s'arrête brusquement avec ce regard sur l'iconographie conservatrice. On ne trouve ni résumé ni synthèse des éléments précédents – ce qui est assez symptomatique du profil de cet ouvrage. Il présente des contextualisations profondes, des explorations de motifs et de discours visuels et textuels détaillées, mais celles-ci sont plutôt enchaînées que mises en relation. Dans son ensemble, le livre semble privilégier l'analyse détaillée aux dépens de l'explication. Ainsi le lecteur apprend peu de l'usage que la *Propagande* fait des lithographies de Goldsmid. De même, il souhaiterait quelques renseignements sur l'impact du visuel dans la vie politique de la Seconde République. Ce caractère additif est renforcé par la présentation du livre même. La mise en page combine d'abord le texte d'auteur avec de longs extraits bilingues des sources ou de l'historiographie. Cette structure est ensuite élargie par l'insertion – indispensable – de quatorze reproductions des lithographies de très grande qualité, mais pas moins d'une trentaine de « documents », c'est-à-dire d'autres extraits des sources qui inévitablement redoublent le texte principal. Avec une annexe de notes riches de citations encore, le livre se rapproche d'un véritable manuel ou d'une documentation de travail ce qui correspond certainement à l'idée d'un « discours de la méthode » évoqué dans la préface. Tandis que, dans l'argumentation, le constat principal de l'utopie d'une république universelle, démocratique et sociale comme *leitmotiv* dans l'œuvre de Goldsmid est évoqué à maintes reprises, d'autres aspects restent dans l'ombre. Le titre « République en exil » ne trouve ainsi aucun écho dans le texte si ce n'est que pour le refuge belge à partir de 1851 qui toutefois n'est pas traité dans le livre.

Friedemann PESTEL

Jerrold SEIGEL, **Modernity and Bourgeois Life, Society, Politics and Culture in England, France, Germany since 1750**, Cambridge University Press, 2012, 625 p., ISBN 978-1107666788, 20,99£.

L'ouvrage de Jerrold Seigel mérite attention par sa double inscription dans deux veines historiographiques actuelles, d'une part les réflexions, en partie renouvelées, sur les notions de bourgeoisie ou de vie bourgeoise, notamment élargies aux dimensions culturelles, d'autre part l'intérêt pour une histoire internationalisée ou comparative. Ce fort volume relève en effet le pari ambitieux de confronter les évolutions anglaise, française et allemande depuis le milieu du XVIII^e siècle, deux siècles donc englobés sous le chapeau de « modernité ». Le titre aurait d'ailleurs pu s'exempter de ce terme équivoque, tant on sait non seulement les limites incertaines – ce dont l'auteur convient d'ailleurs d'emblée-, mais surtout le risque de finalisme qu'il induit et la relativité, selon les éléments de définition de cette prétendue modernité.

Évidemment, « bourgeois » est tout aussi sujet à variété de définitions et en introduction Siegel rappelle quelques-unes des principales acceptions, pour retenir celle établie sur « l'émergence et l'élaboration d'un certain mode de vie » (P. 6) et notamment « *The Philosophy of Money* » telle qu'appréhendée par le sociologue Georg Simmel dans les années 1900. L'auteur en tire notamment l'idée que le meilleur mode de caractérisation d'une société est l'analyse des « réseaux de moyens » c'est-à-dire « une chaîne ou un maillage de personnes et d'instruments qui connectent des énergies et des ressources éloignées les unes aux autres, en permettant aux individus et aux groupes de se rapprocher, de créer des synergies entre eux et de se mobiliser dans un but commun » (p. 8). Dans cette perspective, Jerrold Seigel distingue trois types de réseaux : les marchés ; les États et



les structures administratives ; les réseaux de communication et d'information ; à chacun correspondent des profils bourgeois différents, mais tous caractérisés par la capacité à maîtriser la communication au sein des réseaux et entre eux. La bourgeoisie est donc intrinsèquement hétérogène même s'il existe des convergences entre ses membres. L'objet du livre est ainsi de comparer les agencements variés des différents réseaux et les figures multiples de la bourgeoisie pour expliquer les évolutions divergentes entre les trois pays. Néanmoins, ces évolutions s'inscrivent dans un contexte largement commun, marqué, selon Jerrold Seigel, par le passage de réseaux de nature « téléocratique », c'est-à-dire organisés selon des normes externes (transcendantes ou fixées selon des hiérarchies préétablies), à des réseaux autonomes, « auto-constitués », obéissant principalement à des logiques internes, à l'exemple de ceux de la république des Lettres au XVIII^e. Dans cette configuration, la bourgeoisie quoique multiple, se définirait moins par la situation de « middle class », notion que Seigel juge équivoque et surtout négative (ni aristocrates, ni paysans, ni...), mais par le même « air de famille » qui rapprocherait les membres, notamment dans le rapport à l'argent. À ce stade des propositions posées par l'auteur, si on comprend le souci d'éviter la réification de certaines catégories, on reste un peu perplexe quant aux caractères opératoires des catégories socio-culturelles utilisées, même appuyés sur la référence à la micro-histoire. Les paradigmes ont alors tendance à se dissoudre dans les mots.

En fait, il faut entrer dans le cheminement de l'ouvrage pour cerner l'entreprise, plus classique qu'il n'y paraît. Elle se développe en trois parties. La première, intitulée « Contours de la modernité » s'attache à dégager les caractéristiques de chaque pays sur un très long XIX^e siècle de 1750 à 1914, *grosso modo* deux chapitres pour chaque pays, l'un consacré au régime initial, l'autre au passage à la « modernité ». Ainsi après avoir diagnostiqué la précoce intégration anglaise, l'auteur décortique pour la France la « centralisation monarchique, le privilège et le conflit » (chapitre 6) puis « la France bourgeoise de la téléocratie à l'autonomie ». Ces deux chapitres alternent la reprise d'ouvrages récents, par exemple de Matthieu Marraud ou David Garrioch sur la bourgeoisie, avec des mises au point parfois datées ou trop exclusivement fondées sur l'historiographie en langue anglaise, notamment à propos de la crise financière de la fin de l'Ancien Régime. Au total les interprétations nous semblent parfois stéréotypées, par exemple sur l'inertie agricole, sur la faiblesse des connexions villes/campagnes ou l'inexistence des pouvoirs locaux. En revanche on trouvera intérêt à quelques éclairages permis par les hypothèses interprétatives en termes de réseaux et de communication. Par exemple que la crise d'autorité de la fin de l'Ancien Régime soit pour partie une déconnexion des réseaux du commandement et de l'information, notamment au sein des élites, semble une idée pertinente ; que la Révolution et la construction d'un État nouveau reposent sur le rétablissement de nouvelles formes de relations, avec une place essentielle conférée aux différentes sphères bourgeoises et un amalgame original opéré entre centralisation et libertés paraît plutôt convaincant, même si le tout aboutit à des bilans là aussi assez convenus sur la France marquée par le manque de médiation (p. 185).

La seconde partie, sous le titre « Calculs et milieux de vie [life worlds] » rapproche divers thèmes au travers desquels se manifestent le développement du capitalisme et des modèles bourgeois ; ce rapprochement et ce choix paraissent assez arbitraires et très influencés par les modes historiographiques, notamment américaines : le temps et l'argent ; les hommes et les femmes, la morale bourgeoise et la sexualité ; les milieux bourgeois juifs et leurs réseaux. Le fil conducteur se noue autour de l'idée que l'intensification des réseaux de moyens, notamment après 1850, constitue un point commun aussi bien aux différents territoires qu'aux différentes sphères abordées. L'exemple de la circulation monétaire est le

plus évident ; les autres approches alternent exemples intéressants et idées plutôt communes – le lien évident entre la densité des communications, des échanges ou de la circulation des informations avec les conceptions des relations dans le couple, etc.-en minimisant aussi bien la diversité des comportements socio-culturels que l'influence d'autres facteurs comme l'héritage, la religion...

La troisième partie est de la même veine mais centrée sur le domaine artistique, ce qui constitue une vraie originalité du livre. Jerrold Seigel examine les effets conjoints de l'exaltation de l'art à l'âge romantique et de la multiplication des institutions culturelles –ce faisant il minimise certainement les circulations artistiques antérieures au XIX^e siècle. Dans sa perspective, la seconde moitié de ce siècle constitue, avec l'élargissement des réseaux de diffusion artistique, le temps de l'accès à l'art d'un nombre croissant de personnes, donc de l'effacement des séparations entre culture des élites et culture populaire, point qui reste à étayer. L'un des effets en serait la multiplication des critiques à l'égard du conformisme bourgeois qui finit par décevoir un grand nombre d'artistes.

La conclusion propose une réflexion autour de la manière dont Internet achève cette évolution en lui donnant une nouvelle ampleur. Livre stimulant donc par les liaisons et rapprochements qu'il invite à établir, parfois décevant par le caractère attendu, voire poncif, de certaines analyses. Il s'inscrit utilement dans une réflexion sur les prolégomènes de notre société d'hyper-communication et sur les dimensions multiples des changements sociaux et culturels entrecroisés. Ce faisant, il n'échappe pas toujours au travers qui consiste à considérer que les moyens de communication peuvent expliquer à eux presque seuls de grands mouvements de l'histoire, rappelant ainsi la tentation de certains commentateurs de ramener à ces seuls processus certaines révolutions contemporaines.

Jean-Pierre JESSENNE

Paschalis M. KITROMILIDES (ed.), **Adamantios Korais and the European Enlightenment**, Oxford, Voltaire Foundation, 2010, 277 p., ISBN 978-0-7294-1002-1, 81,54€.

Issu d'une rencontre organisée en 2007 dans le cadre du 20^e Congrès international sur les Lumières, cet ouvrage qui réunit des chercheurs de nationalités et de spécialités différentes constitue un apport essentiel à l'étude de la trajectoire d'Adamantios Korais (né à Smyrne en 1748, mort à Paris en 1833) mais aussi pour l'histoire politique et intellectuelle du début du XIX^e siècle. Si Korais n'est pas tout à fait un inconnu pour les spécialistes de la Révolution française (il fut en effet l'objet de plusieurs communications lors des différents colloques du Bicentenaire), nos connaissances se réduisaient souvent à son expérience vécue dans le Paris révolutionnaire et à ses liens privilégiés avec les milieux savants parisiens (il fut membre de la Société des Observateurs) autour de 1800. Les différentes contributions réunies dans ce volume offrent des synthèses neuves portant sur des travaux récents et surtout ouvrent des perspectives novatrices sur des aspects méconnus de la circulation des idées et des pratiques intellectuelles et politiques en Europe au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles. Figure majeure des Lumières, Korais, passé les premières années de formation à Smyrne, est tout d'abord, comme le souligne Paschalis M. Kitromilides, un voyageur dont le parcours relie de 1771 à 1789 les principaux foyers d'agitation politique, économique et intellectuelle : après Amsterdam (1771-1777) où, chargé de développer l'entreprise commerciale familiale, il fréquente les milieux savants et marchands, il s'installe ainsi



à Montpellier (1782-1788) où il se forme auprès des représentants les plus éminents de la médecine réformatrice dont il participe activement à la diffusion tant en France qu'en Angleterre, par le biais des traductions de textes grecs antiques (il est ainsi présenté comme un « appui inespéré à la médecine hippocratique à Londres », p. 43). Korais se construit progressivement un vaste réseau au sein duquel il parvient à construire sa réputation. Dans sa contribution, Vivi Perraki montre que, loin qu'il soit isolé, les relations particulièrement denses qu'il entretient avec les milieux marchands et intellectuels lui offrent, dans les années 1780, des opportunités pour s'introduire dans les milieux de l'imprimé et de la presse tant en France qu'en Angleterre, étant ainsi rapidement sollicité pour d'ambitieuses entreprises de traduction dont il peut tirer des revenus substantiels. Contrairement aux idées reçues, il mène en effet une vie confortable grâce à un travail rémunéré portant sur la collation des manuscrits de langue grecque sous la direction de Robert Holmes (p. 38) et à ses liens avec les marchands grecs expatriés en France. Cette position privilégiée lui permet, dès son installation à Paris en 1788, de se placer au cœur des lieux d'agitations et de débats politiques. À 40 ans, il s'enthousiasme pour les changements, poursuivant au sein de différentes institutions savantes ses travaux de traducteur, sachant, opportunément, se mettre à l'écart de la scène parisienne quand il se sent menacé. Sous le Directoire et le Consulat, il refait surface, travaillant en étroite collaboration avec les orientalistes et antiquaires réunis autour de la Bibliothèque nationale (particulièrement avec Silvestre de Sacy et d'Ansse de Villoison) et prenant nettement position en faveur de l'expansion militaire de la République française qu'il considère comme une croisade menée au nom de la Liberté. C'est dans ce contexte qu'il participe aux débats politiques et intellectuels autour de la notion de « civilisation » et de la nécessité de favoriser, au moment de la création des Républiques-sœurs et de l'expédition d'Égypte, les communications entre les peuples afin de favoriser les progrès de la liberté en Europe. Dès lors, comme le rappelle Anna Tabacki, son activité de traducteur et de spécialiste de l'histoire comparée des langues se juxtapose ainsi à son engagement politique en faveur de l'indépendance des Grecs : dès 1798, il multiplie ses interventions pour en appeler à une mobilisation contre les Ottomans et à la nécessité, pour la France, de favoriser la libération d'un des foyers de la civilisation européenne dont il ne cesse, à travers ses traductions de textes anciens, de valoriser l'héritage. Si son travail de traducteur en français ou en anglais est indéniable, Korais joue également un rôle essentiel dans la construction d'une culture nationale grecque en favorisant les traductions et la circulation (par le biais des collaborations qu'il entretient avec plusieurs périodiques européens) des œuvres antiques auprès de la population grecque : il entreprend, entre 1805 et 1827, la construction d'une bibliothèque, véritable dépôt d'un patrimoine culturel grec, en traduisant en grec moderne les œuvres antiques. Selon lui, une meilleure connaissance du passé et de la culture antique doivent justement permettre un processus de libération : la connaissance des classiques doit ainsi jouer un rôle majeur dans la construction politique de la Grèce moderne (comme le souligne l'enjeu de son travail sur une réédition de *l'Iliade* en 1817-1820) dont Michael Paschalis rappelle les enjeux. C'est au moment où les érudits grecs se divisent sur les modalités de constituer une langue nationale que Korais défend l'idée qu'une régénération du peuple grec doit s'appuyer sur une régénération de la langue qu'il convient de purger de tous ses archaïsmes et des emprunts aux langues étrangères. C'est, comme le montre Roxane D. Agyropolos, à la croisée de ces travaux sur les langues mais aussi de sa connaissance précise des théories médicales et hygiéniques ouvrant vers un projet anthropologique partagé, un moment, avec les Observateurs de l'homme que Korais forge les principes d'une pensée « libérale » particulièrement originale dans le contexte grec, et plus largement européen, des années 1820-1830. Entre Lumières, libéralisme,

nationalisme voire socialisme utopique, l'analyse détaillée et exhaustive de ses différentes prises de positions, travaux et pratiques nous permet ainsi de mesurer le rôle majeur joué par Koraïs dans les dynamiques politiques et intellectuelles entre 1770 et 1830. Cet ouvrage, qui confirme l'intérêt actuel porté à des acteurs de la transition entre le XVIII^e et le XIX^e siècle (Sismondi, Roederer, Gérando...), est d'autant plus incontournable qu'il parvient, comme le souligne la très riche bibliographie, à questionner les différents phénomènes à une échelle européenne.

Jean-Luc CHAPPEY

Marie-Pierre REY, **L'effroyable tragédie. Une nouvelle histoire de la campagne de Russie**, Paris, Flammarion, 2012, 317 p., ISBN 978-2-0812-2832-0, 24€.

Voici une mise au point extrêmement claire et documentée sur la campagne qui a mis un terme à l'épopée napoléonienne voici deux cents ans, par la meilleure spécialiste française de la question, puisque Marie-Pierre Rey est professeure d'histoire russe à l'Université Paris I, et que sa biographie récente sur Alexandre I^{er} fait autorité sur la question.

Nous cheminons au fil des pages avec la Grande Armée, nous en suivons toutes les étapes militaires, en un récit qui multiplie à chaque phase cruciale (l'entrée sur le territoire russe, la bataille de Borodino, l'occupation et l'incendie de Moscou, la volte-face de Maloïaroslavets, le retour vers Smolensk, le passage de la Bérézina, l'épouvantable retraite enfin vers Vilnius et l'épilogue tragique) les différents points de vue. Car la parfaite connaissance qu'a l'auteur de la langue et des archives russes permet de croiser à chaque fois les sources. Le grand intérêt de cet ouvrage réside dans la confrontation des regards et des témoignages. On se rend bien compte que cette campagne fut un gigantesque drame humain, et que la somme inouïe de souffrances endurées par les soldats de l'armée napoléonienne, fut également partagée par la population russe, que les doutes, les hésitations, le courage et les traits de bravoure, étaient le lot commun des responsables des deux camps.

Les actions proprement militaires sont retracées avec une grande précision, celles-ci étant toujours replacées par rapport aux stratégies affrontées ; la recherche de la bataille décisive pour Napoléon, l'esquive et la terre brûlée pour Koutouzov. Nous retiendrons tout particulièrement le récit de la bataille atypique de Borodino, la plus sanglante de toutes les batailles de l'époque moderne : « la bataille de Borodino ne devait pas entrer dans l'histoire par l'intelligence stratégique et la sophistication des actions menées, mais par le seul courage des combattants, luttant pied à pied, avec un acharnement héroïque, tant contre l'ennemi que contre leur propre peur, dans une sorte de préfiguration terrible de la guerre de position de 14-18. » (p. 156).

L'épisode moscovite est également retracé dans les moindres détails, avec un chapitre sur « Moscou libérée », appuyé sur les archives et correspondances russes, qui fait pendant à « Moscou occupée », où le tableau des pillages et destructions par l'armée française a pour contrepoint la « naissance du sentiment national russe » (p. 202). Le « moment » de septembre-octobre 1812 est bien un moment inaugural pour la Nation russe, tout comme le « moment » de mai 1808 avait été un moment inaugural pour la Nation espagnole. L'Empire napoléonien est un accoucheur des nations européennes, mais contre lui. Tout comme en Espagne, l'auteur montre bien comment ce sentiment national se forge à partir de la chute d'une ville symbole, autour de la fidélité à la dynastie et à la religion nationalisée. Avant la prise de Moscou, le pouvoir d'Alexandre n'était pas assuré, des doutes sur la capacité du



commandement provoquaient un certain flottement, tandis que des soulèvements paysans éclataient çà et là, soulèvements que Napoléon ne put, ou ne voulut pas, exploiter. La force morale a changé de camp et s'exprime désormais à travers les nombreuses proclamations patriotiques du tsar, ou du commandant supérieur Koutouzov dont Alexandre et nombre de ses officiers se méfiaient de prime abord. Sur les ruines fumantes de Moscou, l'élan patriotique emporte tout, et les élites russes, rassurées sur le loyalisme populaire, peuvent inverser le message libérateur des héritiers de la Révolution française. Les Français sont désormais les « nouveaux Mongols » qui menacent la civilisation universelle, et qui se comportent comme les ennemis du genre humain.

Le comportement de Koutouzov, son obstination dans la stratégie d'usure, malgré les accusations de mollesse maintes fois émises dans l'entourage du tsar, mais aussi son refus d'un anéantissement total de la puissance française, est finement analysé. Le feld-maréchal a une perception très large des rapports de forces ; une destruction complète de l'armée française ne peut que faire le jeu de l'Angleterre, et il se méfie tout autant de la volonté hégémonique de celle-ci en Europe, que de la domination française sur le continent.

Il reste donc à épuiser l'adversaire, sans l'abattre complètement. Les ressources du haut-commandement français ne sont d'ailleurs pas entièrement paralysées, comme il est démontré pour le fameux franchissement de la Bérézina, où l'armée napoléonienne parvient à éviter la nasse fatale préparée par les Russes quelques kilomètres plus au nord. De là à parler de « victoire » française comme il est imprudemment avancé par quelques thuriféraires napoléoniens ! C'est oublier le coût humain extraordinairement élevé de cet épisode où l'héroïsme le dispute au tragique ; 15 000 morts et blessés du côté Russe, 13 000 pour la Grande Armée, mais 5 000 civils et soldats pris dans un piège mortel, et 10 000 prisonniers.

Reste l'épilogue tragique de Vilnius, en l'absence de Napoléon rentré précipitamment à Paris où l'équipée du général Malet a révélé la fragilité de l'édifice institutionnel. Comme on cherchait vainement en 1800 ce qu'il y avait dans la Constitution de l'an VIII en dehors de Bonaparte, on se rend compte en 1812 à quel point tout se délite avec l'éloignement du chef. Les survivants fantômes qui se rassemblent à Vilnius au début du mois de décembre vont être frappés par le typhus qui ravage la ville ; on est loin de l'accueil enthousiaste de la population, largement acquise à la cause polonaise, six mois plus tôt seulement. C'est le typhus qui a décimé ces moribonds accablés par la faim, la fatigue et le froid. Les cosaques n'ont fait que déverser les cadavres dans les fosses communes, rouvertes lors d'une campagne récente de fouilles archéologiques. La comptabilité macabre enregistre 200 000 à 250 000 morts, 150 000 à 200 000 prisonniers, dont un certain nombre feront souche en Russie. Si on ajoute 50 000 à 60 000 déserteurs, c'est le constat de la disparition globale de la Grande Armée qu'il faut dresser. Si les théoriciens répètent depuis le milieu du XVIII^e siècle que la guerre moderne doit viser à l'anéantissement des forces de l'ennemi, la campagne de Russie illustre le théorème de la « campagne décisive » ; et ce sont les Russes qui sont les bénéficiaires de la démonstration. Mais à un prix tellement élevé qu'on s'éloigne des paramètres théoriques ; la justification de la guerre moderne, c'est que sa croissance en intensité était compensée par son économie en vies humaines. Or, aux pertes françaises, il faut ajouter les 300 000 russes, morts, blessés et prisonniers. Le titre de cette excellente synthèse est ainsi pleinement justifié ; avant tout une « effroyable tragédie » humaine.

Un cahier central d'illustrations prolonge la diversité des points de vue exposés au cours du récit par une diversité des supports iconographiques qui portent l'événement. Il faut particulièrement attirer l'attention sur les *lubki*, « ces petites gravures aux couleurs

vives, qui, illustrant des saynètes et des contes, sont vendues sur les marchés ou dans les foires, et décorent les maisons » (p. 208), qui sont les vecteurs du patriotisme russe.

En dépit de quelques rares manifestations commémoratives du bicentenaire de l'événement, nous n'avions pas de synthèse récente. En France, la lecture de la campagne de Russie se fait encore au prisme de la victoire ou de la défaite. La grande originalité du livre de Marie-Pierre Rey est de nous sortir de ce cadre contraint, et de l'exceptionnalité française (dans la prouesse ou dans le malheur), pour nous plonger dans une histoire plurielle et affrontée.

Bernard GAINOT

Natalie PETITEAU, Jean-Marc OLIVIER et Sylvie CAUCANAS (dir.), **Les Européens dans les guerres napoléoniennes**, Toulouse, Privat, 2012, 287 p., ISBN 978-2-7089-0537-5, 23 €.

Cet ouvrage est le fruit d'un colloque international organisé à Carcassonne par les Archives départementales de l'Aude en collaboration avec l'Université de Toulouse et l'association Les Audois, qui inscrit son action à la suite de celle de la FAOL (Fédération audoise des œuvres laïques). Il s'insère dans une série de colloques commencés en 1994 qui ont pour finalité de marier exposition de fonds archivistiques et débats universitaires, voire publication de témoignages inédits. Ils proposent une approche renouvelée de l'étude des hommes en guerre, comme le rappelle Rémy Casals dans l'introduction. Les précédents colloques étaient consacrés dans cette optique à la guerre de 14-18. Celui-ci se propose d'établir un bilan des travaux récents sur les guerres napoléoniennes, analysées non plus sous le seul angle événementiel mais sous celui de l'anthropologie historique, dans une perspective résolument européenne, encore que celle-ci ne soit pas présente au même degré dans tous les articles.

Quatre parties structurent l'ouvrage, bien que quelques interventions très riches auraient pu figurer à bon droit dans plusieurs de ces parties sinon dans toutes.

La première partie s'intitule « Quels combattants pour quelles guerres ? » La dimension européenne du nouveau modèle d'armée qui se forge à cette époque est évoqué par Antoine Desdoit et Jean-Marc Olivier dans « Les armées européennes de Jean-Baptiste Bernadotte ». À partir de 1804, ce dernier a sous son commandement direct ou indirect des milliers de soldats allemands mais aussi polonais, hollandais et espagnols, originaires des États alliés de la France. Bernadotte n'apprécie guère de diriger des troupes aussi disparates et qui éprouvent entre elles des problèmes de communication. Paradoxalement, il établit au contraire à partir de 1806 de bons contacts avec les officiers suédois qui ont combattu la France et sont faits prisonniers. Ce sont ces relations qui faciliteront ultérieurement son accès au trône de Suède.

Le nouveau modèle d'armée fondé sur la conscription induit aussi de nouvelles formes de violence – ou ressenties comme telles – qui touchent bien plus d'hommes qu'auparavant. Alan Forrest évoque par exemple « Le départ du conscrit dans la représentation et la mémoire ». Il distingue de façon très pertinente deux moments de ce « départ », le jour du tirage et celui où les conscrits quittent leur village. Ces deux moments-clés sont à la source d'émotions qui perdurent dans le souvenir individuel et contribuent à forger la mémoire collective, du moins en France. Ces émotions sont mêlées, voire contradictoires, le départ pouvant être ressenti dans les communautés et chez les intéressés eux-mêmes à la fois



comme un arrachement et comme un rite de passage. Le départ peut aussi être refusé comme le montre Cédric Istasse dans « Les fraudeurs aux lois conscriptionnelles napoléoniennes. Les "mariages simulés" des conscrits des départements belges en 1813-1815 » dans lequel il se fonde surtout sur l'exemple du département de Sambre-et-Meuse. Une autre facette de l'expérience de la violence est celle du premier combat, analysée par Dorothee Malfoy-Noël dans « Le baptême du feu. Faire ses premières armes dans les armées napoléoniennes ». Son étude repose sur la lecture de trente et un mémoires des combattants français. L'auteure précise bien qu'il ne s'agit que d'un échantillon, même s'il est significatif, et que l'écriture de ces mémoires est influencée par le fait que la plupart des mémorialistes sélectionnés ont terminé leur carrière avec le grade d'officier. Elle démontre néanmoins avec beaucoup de pénétration la transformation qui s'opère chez ces hommes et la distanciation qui leur permet de survivre psychologiquement.

Stéphane Calvet dont les travaux sont connus des lecteurs des *AHRF* (notamment par un article paru dans le n° 2 de 2007 *Guerre(s), Société(s), Mémoire*) note lui aussi que, si la bataille en est le point culminant, la violence de guerre connaît alors d'autres formes, par exemple celle vécue au moment de l'incorporation. À travers le *corpus* départemental qu'il a constitué pour sa thèse, celui des officiers de la Charente, *corpus* fondé sur la correspondance et les dossiers de retraite des combattants, il repère les traces physiques et psychiques de la violence dans leurs trajectoires individuelles. Il met à mal la vision héroïque, (mais celle-ci n'est-elle pas désormais largement caduque ?) et fait remarquer combien les actions d'éclat sont rares sur le champ de bataille. C'est surtout leur endurance qui fait tenir et survivre ces hommes. Il affirme aussi qu'un seuil de violence est franchi entre 1805 et 1815 et que ce phénomène était en germe dès la Révolution qui tente de jeter les bases d'une guerre totale. Nous le suivrons moins sur ce point qui est repris dans la seconde partie « Combattre et survivre au quotidien »

Nicolas Cadet dont les travaux sont également connus de nos lecteurs offre une belle leçon de méthodologie dans « La question de la "brutalisation" des conflits à l'époque napoléonienne : l'exemple de la guerre de Calabre de 1806-1807 ». Il se livre d'abord à un état de la question à propos de notions qui alimentent un débat entre historiens depuis quelques années. Il déplore l'emploi un peu hâtif et trop systématique de ces notions et leur application mécanique aux conflits de la Révolution et de l'Empire. Quant au franchissement d'un seuil de violence et au caractère inexorable de la marche vers la guerre totale, il se montre réservé tout en expliquant comment et à quelles conditions on peut utiliser des concepts stimulants : il en fait une démonstration magistrale à propos de la guerre de Calabre qui fut l'objet de sa thèse.

De même, Walter Bruyère-Ostells s'interroge sur le seuil de brutalisation qui aurait été franchi pendant les guerres napoléoniennes en se consacrant à « Borodino : pistes de réflexion anthropologique d'une bataille napoléonienne ». Lui-aussi parvient à des conclusions nuancées au terme d'une analyse menée avec finesse et pénétration dans la lignée de John Keegan dont il se réclame. Il estime que, si un palier est franchi quant à la mortalité sur le champ de bataille, il paraît peu pertinent d'affirmer une plus grande brutalisation du combattant. Celle-ci est davantage avérée sur les théâtres de la petite guerre. L'étude bien menée de Jean-Marc Lafon intitulée « Des violeurs et des meurtriers ordinaires ? Les officiers et soldats napoléoniens en Espagne : analyse du sac de Castro Urdiales (Cantabrie, 11 mai 1813) » en donne une tragique illustration dans laquelle l'auteur introduit le concept de « désorientation » qu'il préfère à celui de brutalisation.

Vladimir Brnadić, dans « Gagner les cœurs et les esprits. Officiers et soldats illyriens de l'armée napoléonienne (1809-1814) », revient à une étude plus classique à propos de

la formation des contingents alliés, en l'occurrence croates, et des combats auxquels ils prirent part.

Les massacres de la petite guerre mettent aux prises militaires et civils et c'est à ces derniers qu'est consacrée la troisième partie : « Les civils face aux militaires ». Les conscrits sont d'abord des civils et leurs réactions face à l'appel font l'objet d'une étude fort dense d'Aurélien Lignereux : « Les Européens face à la conscription napoléonienne (1800-1814) ». Le premier apport de cette analyse est de sortir du cadre national et d'envisager celui des cent-trente départements. Le second apport est d'inverser l'approche généralement adoptée qui part de l'« esquivage » pour aboutir à l'insoumission avérée. L'auteur, lui, pour repenser l'insoumission, place la rébellion à l'origine de sa démarche. Il confirme que le clivage entre dociles et rebelles ne sépare pas anciens et nouveaux départements. Si pour ceux-ci le facteur « pré-national » ne semble pas déterminant pour expliquer la rébellion, en revanche la conscription s'ajoute aux griefs de toute nature qu'ils entretiennent contre « la France conquérante ».

Précisément un conquérant peut devenir un occupant mais il peut aussi être fait prisonnier et il entretient ainsi des rapports avec les civils, naturellement différents dans les deux cas. Le point de vue des occupés est évoqué avec finesse par Claudie Paye dans un dense article : « La diffusion des truchements français et russes en territoires allemands sous le Premier Empire ». Lesdits truchements sont des manuels d'apprentissage des langues de ceux qui sont susceptibles de devenir des occupants. Ils sont révélateurs des arrangements que les occupés espèrent aménager avec ceux-ci, en même temps certains revêtent parfois une dimension politique, contestataire de la conquête napoléonienne. Cet aspect a longtemps échappé à la recherche historique et c'est un apport incontestable de cette communication que de donner un éclairage nouveau sur ces ouvrages.

Jacques Hantraye, qui a lui aussi contribué au numéro des *AHRF* évoqué plus haut, retrace le parcours géographique et mental d'un Prussien dans « L'expérience de la captivité à la fin du Premier Empire : Otto Friedrich Wehran en France en 1814 » qui a laissé le récit de sa captivité. Ce récit publié en 1847 a été rédigé à partir de notes prises sur le vif puis remaniées en 1834 après un voyage en France. Il s'agit d'un récit de formation, celle d'un individu mais aussi celle d'un Allemand qui découvre d'autres Allemands, enfin celle d'un Européen qui élabore une vision nuancée des relations entre Français et Prussiens.

Dans la quatrième partie « Symboles, mythes et mémoires », Marie-Pierre Rey met l'accent sur l'expérience humaine « hors norme », pour reprendre ses termes, que fut la campagne de Russie dans « De l'uniforme à l'accoutrement : une métaphore de la retraite ? Réalité et symbolique du vêtement dans la campagne de Russie de 1812 ». Son étude est autant anthropologique que symbolique, et son thème dominant est l'inadaptation au froid des combattants de la Grande Armée, très inférieurs en cela à leurs adversaires russes. C'est cette inadaptation et non le froid lui-même qui est la cause de la déroute. La conclusion de cette étude suggestive porte le titre significatif : « Des spectres décharnés de "carnaval" : vers l'animalisation de la Grande Armée ».

Dans le registre du symbolique, Leighon S. James s'interroge sur « L'héroïsation des guerriers allemands ? ». En effet, les motivations des volontaires sont plus diverses et parfois plus triviales que ne le laisse à penser le mythe formé ultérieurement, le soldat des guerres de libération est plus complexe que l'image donnée par la légende romantique. Il existe des tensions entre les volontaires, l'armée régulière et la population civile et aussi des mémoires concurrentes, officielle et dynastique ou patriotique et volontariste. Précisément quant à « La mémoire des combats », intitulé de sa communication, Natalie Petiteau déconstruit l'écriture des mémorialistes ou plutôt montre à quelles conditions



l'historien/n/e peut se servir de ces sources, précieuses si – et seulement si – il/elle « les prend pour ce qu'elles sont » et s'il/elle rend intelligibles les processus qui ont mené à leur élaboration.

Au terme de ce colloque, Natalie Petiteau évoque dans la conclusion les pistes ouvertes par les communications mais qu'il faut impérativement continuer à tracer.

Annie CRÉPIN

Alexandre TCHOUDINOV (dir.), *Ôδàíöóçñèèé àæääîâîèê – 2012 [Annuaire d'études françaises – 2012. Bicentenaire de la Guerre patriotique de 1812]*, Moscou, Institut d'histoire générale, 2012, 477 p.

Ce volume de l'*Annuaire d'études françaises* s'inscrit dans le cadre de l'abondante littérature parue en Russie à l'occasion du bicentenaire de la guerre de 1812. Alexandre Tchoudinov a réuni dans la première partie les articles de ses collègues russes et étrangers sur l'histoire de la guerre, et dans la seconde, des études sur *L'image de l'ennemi à l'époque des guerres napoléoniennes*. Disons, dès le début, que la majorité des articles de la deuxième partie (six sur dix) a été publiée dans les *AHRF* (N° 369-2012) ; c'est pourquoi, il n'est pas utile de les présenter aux lecteurs de notre revue (il s'agit de ceux d'Alan Forrest, Johan Joor, Marie-Pierre Rey, Maya Goubina, Alexandre Tchoudinov, Nicolaï Promyslov). La troisième partie du volume est consacrée aux problèmes historiographiques.

Les articles réunis dans la première partie portent sur des sujets épars, autour de la guerre, si bien que le compte rendu en est difficile. Vadim Roginski, grand spécialiste de l'histoire moderne des pays scandinaves, a consacré son article à la « Politique de Napoléon au nord de l'Europe à la veille de la guerre de 1812 ». Il souligne la profonde différence entre la politique du Danemark et de la Suède à l'égard de la France napoléonienne. Si les Danois ont préféré, se trouvant dans une situation inextricable, conclure en 1807 une alliance avec Napoléon, il n'en était pas de même de leurs voisins. L'auteur explique l'attitude ambivalente de la Suède envers l'empereur par le refus suédois de suivre le Blocus continental, car cette politique ne coïncidait pas avec ses intérêts économiques. Ceci a contribué à la conclusion, le 5 avril 1812, d'une alliance entre la Suède et la Russie (signalons que le premier livre de Vadim Roginski, paru en russe en 1978, a été consacré à ce sujet). L'auteur considère cette alliance comme la première défaite de Napoléon en 1812. En même temps, l'auteur n'émet aucun doute quant à l'échec subi en fin de compte par la politique de Napoléon dans cette région, car les Danois, comme les Suédois, ont renoncé à entrer dans les rangs de la Grande Armée lors de la campagne de 1812.

À la différence de Vadim Roginski, Andreï Popov discute la politique sociale de Napoléon en Russie. Celle-ci a suscité beaucoup de débats parmi les historiens soviétiques. En évoquant bien des circonstances qui ont empêché Napoléon de proclamer l'abolition du servage en Russie (surtout son statut de monarque, le caractère politique de la guerre qu'il menait), l'auteur signale toutefois, et à juste titre, parmi celles-ci, la prépondérance donnée par l'empereur à une paix honorable conclue avec le tsar russe et non pas avec les paysans insurgés.

Sergueï Iskul présente en détail les particularités de la conduite des Français à Moscou en 1812. En se référant exclusivement aux sources russes, il relève les différents aspects du sujet traité ; il s'agit surtout de la bienveillance et de la compassion des soldats français (à la différence des autres nationalités qui s'étaient enrôlées dans la Grande Armée)

envers les habitants de la ville, leur respect à l'égard des croyances des Moscovites et de leurs églises, etc. Quant aux exploits dans le Kremlin après la retraite de l'armée française le 10 octobre, il accentue le désir des Français d'éviter des complications possibles de caractère militaire lors des futures hostilités, car le Kremlin était aussi une forteresse. Autrement dit, il soutient, à la différence de tous les historiens russes et soviétiques, la version française créée par Napoléon. Par contre, Sergueï Iskul a révélé le rôle de Rostoptchine, commandant militaire de Moscou, dans l'organisation de l'incendie de la ville, en réfutant la responsabilité imaginaire des Français. Or, Sergueï Iskul s'abstient de citer les noms de ses prédécesseurs soviétiques ou russes contemporains (V. Kholodkovski, Boris Abalikhin, Vladimir Dounaïevski, Nikolai Troitsky) ayant démontré la culpabilité des Russes bien avant lui.

Les aspects militaires de l'histoire en relation avec la guerre de 1812 sont évoqués dans les articles d'Eman Vovci (États-Unis) et Tõnu Tannberg (Estonie). Le premier d'entre eux a tenté de préciser, en s'appuyant sur les archives françaises (surtout celles du *Département de l'armée de terre* à Vincennes), les effectifs et les pertes de la Grande Armée lors de la bataille de la Moskova. On sait que les données des historiens sont divergentes. À propos des effectifs de l'armée de Napoléon à la veille de la bataille, il indique dans son ensemble des chiffres déjà connus : de 130 000 à 135 000 soldats et officiers. En ce qui concerne les pertes de l'armée, celles-ci atteignaient, d'après les sources utilisées par lui, 20 000, ce qui correspond aux chiffres généralement avancés. Eman Vovci fait un appel aux historiens pour arriver à des résultats plus précis.

L'article de Tõnu Tannberg, en dépit de sa portée scientifique indéniable est un peu éloigné du thème du volume : il y discute le recrutement de l'armée russe dans la première moitié du XIX^e siècle. En le comparant à la formation des armées dans les pays européens, il en conclut que le gouvernement tsariste n'a pas pu créer, à la différence des autres puissances, une armée de masse, car il n'avait qu'un seul moyen d'augmenter les rangs de l'armée russe, celui de la levée en masse. Et il note que c'est effectivement celle-ci qui a pris part aux hostilités de 1812 et de 1813-1814.

Deux auteurs russes ont consacré leurs articles à Mikhaïl Koutouzov. Vladimir Zemtzov a étudié un sujet particulier, mais intéressant, celui des nuances de sa rencontre avec le général Lauriston le 5 octobre. Il fait reposer son hypothèse sur les mémoires des contemporains français : à la différence de certains de ses prédécesseurs soviétiques, l'auteur croit que Koutouzov n'avait point l'intention de gagner du temps par des pourparlers.

Lidia Ivchenko s'attache pour sa part à réhabiliter l'image de Koutouzov, particulièrement mis à mal dans l'historiographie russe et soviétique depuis l'époque d'après-guerre à nos jours. Il aurait été plus pertinent de l'insérer dans la troisième partie de ce volume.

On sait que, dans l'armée russe, beaucoup de généraux d'origine étrangère accomplissaient leur mission à côté des commandants russes. Victor Bezotosni discute quelques problèmes qui sont en relation avec les généraux d'origine française ayant contribué à la victoire de 1812. Il constate que neuf d'entre eux étaient des royalistes émigrés ayant quitté la France révolutionnaire (Langeron, Lambert, Saint-Priest et d'autres). D'autres encore étaient les descendants des huguenots français dont les ancêtres s'étaient installés en Russie depuis des siècles et qui n'étaient plus en 1812 des sujets de la France.

Le thème traité par Thierry Lentz est à la fois original et intéressant, car il aborde le problème des réminiscences de la guerre de 1812 en 1941 parmi les nazis et les Soviétiques. Il discute la place que celles-ci occupaient dans la propagande des nazis et dans celle de Staline. Si les Allemands étaient désireux d'éviter des comparaisons entre Napoléon et Hitler, surtout après la défaite qu'ils subirent lors de la bataille de Moscou, la propagande



soviétique dirigée par Staline, en revanche, se référait obstinément à l'expérience de la guerre de 1812, pour unir les peuples de l'URSS autour de l'idée du patriotisme. Le souvenir de la guerre de 1812 est devenu pour la propagande soviétique l'un des facteurs essentiels de l'unité nationale. Il y a lieu de mentionner que lors de la guerre contre les nazis, les historiens et publicistes soviétiques ont constamment publié en différentes langues des brochures et des articles sur la guerre de 1812 et les militaires russes de cette époque ; la traduction russe du bref contenu des mémoires d'Armand de Caulaincourt a également paru en 1943.

Parmi les articles insérés dans la deuxième partie, citons celui d'Eugénie Prusskaya sur la perception de l'image de l'Orient par les éditeurs du « Courrier de l'Égypte » et de « La Décade Égyptienne ». L'auteur maîtrise très bien l'information que ces journaux contenaient. D'après ses conclusions, dans le but d'attribuer aux soldats français une mission civilisatrice, on a intentionnellement présenté l'Égypte comme un pays plus qu'arriéré, où ne régnaient que les préjugés religieux ayant freiné le progrès du pays.

Par contre, les différents adversaires de Napoléon ont contribué à la formation de son image très négative. Citons parmi ceux-ci Garlieb Merkel, littéraire et publiciste. D'origine lettone, à la charnière des XVIII^e-XIX^e siècles, son activité a été étudiée en profondeur par Anita Cerpinska, de Lettonie. Elle nous dresse le portrait d'un combattant fervent, qui a mené contre l'empereur une « guerre personnelle » de 1805 à 1815. D'après les convictions de Merkel, les « lois » de Napoléon n'étaient même pas à l'avantage du peuple français.

Igor Mednikov discute un problème beaucoup plus compliqué, celui de l'attitude des Espagnols envers les Français lors de l'occupation. L'analyse des particularités propres à la société espagnole au début du XIX^e siècle (la notion de la religion comme une force politique, le patriotisme, la foi envers le pouvoir royal, etc.) et des formes différentes de la lutte organisée contre les envahisseurs, lui ont permis de constater que l'image des Français n'était pas univoque en Espagne et qu'elle dépendait de l'instruction, des vues politiques des hommes, etc. Cependant, les libéraux et les conservateurs avaient un ennemi commun : « Napoléon, les Français, et les *afrancesados* ».

L'article de Vladislav Rjéoutski, de Grande Bretagne, est la première étude spéciale consacrée au thème du « Français de Moscou et la création de l'image de l'ennemi ». Comme il le montre, quelques mesures prises par Rostoptchine à la veille de l'occupation de Moscou contre les Français habitant dans cette ville ont contribué à la formation chez les Moscovites de l'image de l'ennemi. Après l'entrée à Moscou de la Grande Armée, beaucoup de Français n'ont pas quitté la ville et sont entrés dans les organes du gouvernement provisoire. Il croit que c'était la fin d'une étape importante dans leur vie ; une partie ayant quitté la France révolutionnaire, n'étant pas capable de s'intégrer complètement à la société russe.

La troisième partie contient l'article de l'auteur de ces lignes sur la querelle d'Albert Mathiez avec les historiens soviétiques au début des années 1930, dans lequel sont principalement relevées les causes qui avaient conditionné le silence gardé soigneusement en URSS sur cette polémique absolument politisée : ce sont, *primo*, le grand respect envers Mathiez ayant empêché les historiens soviétiques de se rappeler les expressions péjoratives utilisées jadis par leurs prédécesseurs à son adresse ; *secundo*, le destin brutal des participants soviétiques de cette polémique, dont la plupart sont devenus les victimes de la terreur stalinienne ; *tertio*, les jugements avancés par Mathiez à propos de la politisation de la science historique en URSS, dans les années 1920-1930, qui ont conservé leur actualité jusqu'à l'éclatement de ce pays. Nous avons accordé aussi une place à l'introduction rédigée

par Yannick Bosc et Florence Gauthier pour la réédition de *La réaction thermidorienne* (Paris, 2010) de Mathiez.

On y a publié aussi quatre recensions sur des livres récents dont deux portent sur l'époque révolutionnaire. Dmitri Bovykine a rendu compte du livre de Sémeon Blumenau sur *Les transformations révolutionnaires de l'Assemblée constituante de la France en 1789-1791* (Briansk, 2011), dans lequel, en appréciant la portée de son approche, il s'engage toutefois dans une confrontation libre avec l'auteur sur quelques-unes de ses conclusions, et en premier lieu sur les causes de la Révolution (voir aussi notre recension sur ce livre dans les *AHRF* n° 370-2012). Et nous-même avons rendu compte du dernier livre, très important, d'Hervé Leuwers : *La Révolution française et l'Empire. Une France révolutionnée (1787-1815)* (Paris, 2011).

Varoujean POGHOSYAN

Vadim ROGINSKI, [Áîðüáà çà Ñêàíàèíààèþ. Ìàæäóíàððíáíüà ìòíîáíèÿ ìà Ñáááððà Áàððíü à ÿíîó ìàíèäáííàñèèð àíéí, **1805-1815**] **Lutte pour la Scandinavie. Les relations internationales dans le Nord de l'Europe à l'époque des guerres napoléoniennes, 1805-1815**, Moscou, Ves Mir, 2012, 520 p.

Ce gros volume est sorti de la plume de Vadim Roginski, notre confrère russe, éminent spécialiste de l'histoire des pays scandinaves, qui occupe le poste de chef du département de l'histoire moderne de l'Europe occidentale à l'Institut de l'histoire générale de l'Académie russe. Son nom est bien connu depuis longtemps des historiens occidentaux grâce à ses nombreux ouvrages sur l'histoire moderne des différents pays du Nord de l'Europe. Parmi ceux-ci, je voudrais citer son livre sur la *Suède et la Russie : l'alliance de 1812* (en russe, Moscou, 1978).

Vadim Roginski nous présente dans son récent livre le tableau détaillé des relations internationales dans le Nord de l'Europe à l'époque du Premier Empire, en se référant à une documentation impressionnante, surtout aux documents inédits, tirés des archives russes, suédoises, danoises, finnoises et estoniennes. En maîtrisant parfaitement l'abondante littérature rédigée en différentes langues occidentales, il met l'accent, d'une part, sur les relations compliquées entre les pays scandinaves, et de l'autre, sur la politique de différents pays occidentaux, particulièrement celle de la France, de la Russie et de l'Angleterre, à l'égard de cette région. Cette rivalité et la lutte impitoyable que se livraient ces pays ne pouvaient, sans doute, épargner la péninsule scandinave. Notons dès le début que l'auteur a le mérite d'être le premier chercheur à avoir entrepris, en appliquant la méthode historique, l'étude complexe des relations internationales dans le Nord de l'Europe au début du XIX^e siècle dans le contexte non seulement régional, mais également européen.

Vadim Roginski qualifie la période traitée de critique, à bien de points de vue, pour les pays du Nord, en soulignant l'émergence sur la carte de deux nouveaux États, à savoir la royauté de Norvège et le Grand-duché de Finlande. Et c'est probablement pour cette raison que l'un des sujets principaux du livre est le sort de la Norvège (p. 10). Pour donner aux lecteurs la possibilité de s'orienter complètement dans tout ce qui s'est passé à l'époque napoléonienne, il a consacré son premier chapitre (p. 13-112) à l'étude des événements dans les pays scandinaves aux XVI^e-XVIII^e siècles, et, en premier lieu, aux tentatives des Suédois pour annexer la Norvège, qui se trouvait à cette époque dans le royaume du Danemark.



En décrivant les relations internationales avant et après le traité de Tilsit, l'auteur constate, à juste titre que, si la Suède avait adhéré à la troisième coalition, le Danemark aurait préféré, *a contrario*, se rapprocher de la France napoléonienne ; cette solution fut dictée par les intérêts commerciaux et militaires des Danois (p. 126). Pour ce qui est du traité d'alliance de 1807 entre le Danemark et la France, il en conclut que ce n'est qu'en vertu de celui-ci que la question de la Norvège est entrée dans les carrefours de la diplomatie européenne car Napoléon avait garanti l'intégrité et l'indépendance du royaume unique de Danemark-Norvège.

En notant que c'est depuis cette période que la question de la Norvège s'est trouvée constamment au centre de l'attention des pays européens, Vadim Roginski montre très bien que celle-ci a causé beaucoup d'inquiétudes, en premier lieu à la Suède, car dorénavant les milieux dirigeants suédois auraient obstinément pour but son annexion.

Une place de choix est donnée dans son récit également à la question de la Finlande, cédée par la Suède à la Russie en 1809. Vadim Roginski récuse l'idée selon laquelle celle-ci aurait été résolue à Tilsit ; par contre, il est sûr que Napoléon, qu'il ne considère point d'ailleurs comme l'initiateur de cette action (p. 141), n'a approuvé cette conquête qu'à Erfurt. Cependant, l'auteur ne croit pas que celle-ci ait eu des résultats univoques. Certes, la Finlande a été incluse dans l'Empire russe contre sa volonté ; néanmoins, mal gré, bon gré, cette inclusion a contribué à sa transformation en un État qui n'avait certainement pas d'indépendance complète, mais jouissait, par contre, d'une large autonomie, et c'est ce que l'auteur décrit d'une manière convaincante, à travers la discussion des actes constitutionnels octroyés à la Finlande par le tsar russe. En outre, en vertu du traité de Fredrikshamn, celle-ci est devenue un État homogène et national (p. 187).

Vadim Roginski qualifie l'adhésion de la Finlande à la Russie d'événement très important, ayant une signification beaucoup plus européenne que régionale, car elle est devenue un point de départ pour le redécoupage de la carte du Nord de l'Europe (p. 141). Parallèlement, il indique que les résultats de la guerre ont été reflétés par la révolution suédoise de 1809 car les nouvelles forces politiques, aux mains desquelles ont été concentrés les rênes du pouvoir, s'étaient résignées à la perte de la Finlande. L'auteur met en évidence les conséquences positives de la révolution suédoise : l'anéantissement de l'ordre à demi absolutiste, le passage du pouvoir à la grande noblesse qui penchait vers l'embourgeoisement du développement du pays et la bourgeoisie commerciale et industrielle (p. 185).

L'élection de Jean-Baptiste Bernadotte en 1810 comme prince héritier du trône de la Suède, comme l'auteur l'indique, a été approuvée par Alexandre I^{er} et Napoléon ; or l'empereur russe le considérait comme un opposant à Napoléon. L'ancien maréchal de Napoléon adopte alors la politique de ses prédécesseurs à l'égard de la Norvège ; il souhaite établir des relations amicales avec la Russie, en caressant le rêve de résoudre la question de la Norvège avec son aide, et il ne se considère ni comme la créature de l'empereur des Français, ni comme l'exécuteur de ses projets (le but de Napoléon était tout d'abord de contraindre la Suède à respecter strictement sa politique du blocus continental, que celle-ci violait constamment).

Les problèmes que l'auteur aborde dans le troisième chapitre sont d'un intérêt particulier, d'autant plus qu'il apporte beaucoup de nouveautés à l'interprétation des relations diplomatiques avant et pendant la guerre de 1812. Vadim Roginski a sans doute raison de prêter une importance primordiale au traité d'alliance de 1812 entre la Russie et la Suède. C'est la conquête de la Poméranie suédoise par Napoléon au début de 1812 qui a incité Bernadotte à faire auprès du tsar russe des démarches en vue de cette alliance. D'autre part, il ne néglige point le désir d'Alexandre I^{er} d'améliorer ses relations avec la Suède, ce

qui correspondait aux intérêts étatiques et stratégiques de la Russie. Et il me semble que l'attitude bienveillante du tsar à l'égard du rattachement de la Norvège à la Suède, qui a été reflétée dans la clause secrète de ce traité, conclu en avril, en est la meilleure preuve. L'auteur qualifie ce traité « d'une grande victoire de la diplomatie russe » (p. 259), d'autant plus qu'il prévoyait une action combinée militaire contre la France. Il analyse ensuite assez minutieusement la convention conclue entre les deux pays à Abo en août 1812 et il constate qu'en dépit du refus de Bernadotte à prendre part aux hostilités dans lesquelles la Russie s'était engagée, leur alliance a été toutefois raffermie (p. 306), même si la rupture définitive entre la Suède et la France n'a eu lieu qu'à la fin de 1812.

Vadim Roginski accorde de l'importance aux pourparlers compliqués et secrets entre l'Angleterre, la Russie et la Suède, qui se sont déroulés en Suède au printemps et en été 1812, en mettant en évidence les divergences existant entre les positions de la Russie et de la Grande-Bretagne sur des problèmes bien différents ; *primo*, l'Angleterre n'a pas cédé aux demandes de la Russie de conclure une alliance militaire avec elle, en se limitant à énoncer le désir de conclure un traité de paix ; *secundo*, la question du rattachement de la Norvège à la Suède n'était point acceptable pour les Anglais (p. 275, 280). Toutefois, l'auteur explique l'échec de la formation d'une coalition antinapoléonienne à cette époque avant tout par les difficultés financières qu'éprouvait alors l'Angleterre (p. 282).

Vadim Roginski analyse également en profondeur la campagne de propagande et de reconnaissance secrète menée en 1812 et 1813 par la Suède contre la Norvège, dans le but de s'assurer, avant son annexion, la faveur de l'opinion publique norvégienne par la voie de différentes promesses (il s'agissait du remplacement du pouvoir absolu par une monarchie constitutionnelle, d'un octroi des droits dans les domaines législatif, commercial et fiscal), et d'obtenir, par ailleurs, les renseignements indispensables à la préparation d'une intervention militaire.

Après la débâcle de la Grande Armée en Russie, la situation changea brusquement en Europe, ce qui allait laisser une profonde empreinte sur le sort des pays scandinaves. Tout d'abord, comme Vadim Roginski l'indique, l'Angleterre adopte une position favorable à la Suède, ce qu'il explique par deux circonstances : la rupture par Bernadotte des relations diplomatiques avec la France et la conclusion d'un traité suédo-espagnol en novembre 1812 avec le gouvernement antinapoléonien de Cadix. Ces deux décisions de Bernadotte semblent avoir énormément contribué à la conclusion du traité d'alliance du 3 mars 1813 entre la Suède et la Grande-Bretagne, qui a alors accepté la possibilité de l'annexion de la Norvège par les Suédois. Quant à l'affermissement des positions de la Suède, il prête une importance beaucoup plus grande au traité d'alliance qu'elle a conclu avec la Prusse le 22 avril 1813. En fin du compte, il constate que ces deux traités ont transformé la question de la Norvège en conflit européen (p. 342).

À travers les hostilités (la lutte pour Hambourg en 1813) et les pourparlers diplomatiques entre la Russie, la Prusse et la Suède, d'une part, et la France et le Danemark de l'autre, Vadim Roginski suit le sort ultérieur de la Norvège, en accordant une portée majeure à la conférence tenue à Trachenberg en juin 1813, lors de laquelle la Russie et la Prusse ont officiellement accepté la conquête de la Norvège par la Suède (p. 371). Comme les hostilités se sont déroulées en 1813 assez favorablement pour la coalition antinapoléonienne, elle contraint le Danemark à signer le traité de Kiel le 15 janvier 1814, d'après les clauses duquel ce dernier a non seulement déclaré la guerre à la France, mais a cédé la Norvège à la Suède. À cette occasion, Vadim Roginski souligne une fois de plus l'attitude favorable de la Russie, de la Prusse, de l'Angleterre et de l'Autriche à l'égard des intentions de la Suède (p. 397-398).



La réaction négative des Norvégiens est assez largement étudiée par Vadim Roginski ; elle a conduit à la révolution norvégienne de 1814, qui aboutit à la proclamation de l'indépendance du pays en février, à la convocation d'une Assemblée Constituante (*Rigsforsamlingen*) et à l'adoption d'une Constitution. Après la première abdication de l'Empereur des Français et la défaite de la Norvège face à la Suède fut, celle-là fut obligée de signer le 14 août la convention de Moss : Bernadotte reconnut la Constitution norvégienne avec certaines modifications et les Norvégiens acceptèrent d'élire le roi de la Suède souverain de leur pays, ce qui a eu lieu en octobre 1814. L'Union suédo-norvégienne a mis un terme à la formation d'un État confédéré, celui du « Royaume uni de la Suède et de la Norvège ».

Voici les conclusions essentielles de l'auteur : en ce qui concerne le bilan des guerres napoléoniennes pour le Nord de l'Europe, deux nouveaux États sont apparus sur la carte de l'Europe, la Norvège et le Grand-duché de Finlande ; le système bipolaire des États scandinaves a cédé sa place à un système multipolaire ; deux révolutions ont ébranlé la Suède et la Norvège, en contribuant à l'adoption de Constitutions (d'ailleurs, comme il le note, la Constitution norvégienne est, dans son ensemble, en vigueur à ce jour et elle demeure toujours la plus ancienne parmi toutes les Constitutions actuelles) ; l'obtention de la souveraineté étatique des peuples scandinaves a mis un terme aux différentes guerres entre eux, ainsi qu'entre la Suède et la Russie ; une nouvelle tendance a émergé, celle de la formation des États nationaux.

Le livre de Vadim Roginski est sans aucun doute une contribution importante à l'étude de l'histoire des pays scandinaves, ainsi qu'à celle des relations internationales de l'époque des guerres napoléoniennes. Il enrichit nos connaissances, d'autant plus que ses interprétations, dont je n'ai pu présenter qu'une partie, sont plus que convaincantes.

Varoujean POGHOSYAN

Jacques-Olivier BOUDON (dir.), **Police et gendarmerie dans l'Empire napoléonien**, Paris, SPM, collection de l'Institut Napoléonien, 2013, ISBN 978-2-901952-99-2, 22€.

Le volume dirigé par Jacques-Olivier Boudon constitue les actes d'un colloque consacré aux policiers et aux gendarmes sous Napoléon. On y retrouve les meilleurs spécialistes de l'histoire de ces deux corps. L'ouvrage s'ouvre par deux présentations historiographiques de Catherine Denys et Jean-Noël Luc, deux présentations générales de Antoine Boulant et Édouard Ebel, puis offre une série d'études de cas par zones géographiques qui fait la part belle aux territoires annexés, avant de se terminer par une synthèse suggestive sur les Cent-Jours par Arnaud Houte.

Ces études sont l'occasion de rappeler, comme le fait Catherine Denys, la richesse de la matière archivistique, qui permet de sortir d'une vision trop étroitement politique de la police napoléonienne. Les commissaires de police restent des acteurs clés de l'ordre urbain. O. Accarie, dans sa description des fonctions des commissaires parisiens, montre qu'elles conservent une forte continuité avec celles de l'Ancien Régime.

La gendarmerie présente de plus fortes nouveautés. Passant de 12 000 à 30 000 hommes, elle s'affirme comme un élément de contrôle du territoire, mais aussi comme un outil de gestion à l'interface entre les finalités militaires et civiles du régime. Instrument de lutte contre les résistances à la conscription, elle joue aussi un rôle moins connu de justice prévôtale auprès de l'armée. Dans le cas de la gendarmerie comme de la police, l'Empire

reprend des institutions créées ou façonnées sous la Révolution (loi du 16 février 1791 pour la Gendarmerie nationale, création du ministère de la Police le 4 janvier 1796) en cherchant à leur donner une extension territoriale nouvelle.

Les études rassemblées mobilisent les principaux acquis de la floraison historiographique qu'a connue le champ de la police et de la gendarmerie. Édouard Ebel et Aurélien Lignereux présentent ainsi deux solides études sociohistoriques du corps des commissaires. Si tous deux soulignent la diversité des parcours sociaux et politiques, le resserrement sur quelques sous-ensembles fait ressortir certaines spécificités. Les vingt-six commissaires généraux étudiés par Édouard Ebel ont ainsi tous une expérience de haut fonctionnaire acquise dans un ministère ou au conseil d'Etat. S'intéressant aux commissaires des départements réunis, Aurélien Lignereux montre que le vivier de recrutement se restreint, peu de Français d'origine trouvant les postes de commissaires dans les pays réunis suffisamment attractifs. Le recours au recrutement local doit donc être augmenté, ainsi que les tentatives pour contrôler ce personnel toujours suspect de complaisance. Jacques-Olivier Boudon donne un bon exemple de la série d'adaptations nécessaires pour réaliser ce contrôle dans le royaume de Westphalie. La tutelle du seul ministre Siméon ne suffit pas et une direction générale de la Police est créée en 1808.

S'inspirant des études menées aussi bien par les dix-huitiémistes que les dix-neuviémistes, plusieurs auteurs s'intéressent à la territorialisation des forces policières. L'insertion des autorités de police et de gendarmerie dans le tissu local est un point problématique, que révèle par exemple la création des commissaires spéciaux, qui permet au ministère de la Police de payer directement le traitement de 6000 francs lorsque la commune de résidence n'en est pas capable ou s'y refuse. Une telle mesure permet de disposer de commissaires plus mobiles et moins soumis à la tutelle des autorités locales. C'est surtout dans le cas des territoires rattachés que les capacités d'adaptation du cadre policier et gendarmique sont mises à l'épreuve. En Espagne, étudiée par Gildas Lepetit, c'est la gendarmerie qui est au cœur de la lutte pour l'instauration de l'ordre. Comme en Italie et au Piémont notamment, la gendarmerie est la première institution à être installée après la fin de l'état de guerre. Ce sont près de 4 000 gendarmes qui sont envoyés dans les provinces septentrionales de l'Espagne, dans une situation juridiquement extraordinaire, puisque l'Espagne n'est pas annexée et que les départements catalans ne sont créés qu'en 1812, soit plus de deux ans après les décrets instaurant des légions de gendarmerie en Espagne.

Michael Broers offre une typologie intéressante de la progressive pacification des territoires à travers l'évolution des instruments de lutte contre l'insurrection, inspirée de l'évolution de l'Ouest français. Dans son modèle se succèdent trois instruments de « contre-insurrection » : les colonnes mobiles, la gendarmerie et la garde nationale. Le mouvement clé est la tentative de transformer la résistance politique en simple phénomène de criminalité. Pour cela, il est essentiel aux autorités révolutionnaires puis impériales de s'assurer le soutien des élites locales pour couper les mouvements protestataires de leurs principaux soutiens dans la société. La gendarmerie est acceptée lorsqu'elle offre des garanties suffisantes aux élites locales de restauration de l'ordre social, comme c'est le cas en Piémont. Nicolas Bourguinat prolonge cette analyse pour l'Italie centrale et méridionale. La gendarmerie est particulièrement mise à l'épreuve avec l'introduction de la conscription, à Naples en 1809, et répond, avec le général Manhès, par des méthodes assez brutales.

L'Allemagne enfin offre l'exemple d'une situation plus pacifiée, mais qui peut aussi être le théâtre d'innovations, comme l'installation de commissaires spéciaux étudiés dans la Roër par P. Horn. Elle témoigne de l'importance spécifique accordée à la collecte du



renseignement et à la surveillance de l'opinion dans une région de commerce et de passage. La Westphalie, royaume allié, est également soumise à une surveillance policière croissante à l'approche de la campagne de Russie.

Les deux dernières études du volume illustrent à leur manière la flexibilité de la gendarmerie. Bernard Gainot montre son insertion dans le cadre colonial avec l'exemple de la Martinique, où la gendarmerie se retrouve mobilisée contre le marronnage. Ordre public et ordre racial sont étroitement liés : à l'Île Maurice, les colons s'opposent à l'intégration de noirs libres dans les bataillons. Le maintien de la continuité du service pendant les Cents Jours, étudié par Arnaud Houte permet à la gendarmerie de manifester son utilité quel que soit le régime politique.

Au total, *Police et gendarmerie dans l'Empire napoléonien* offre une mise à jour bienvenue, aussi bien pour les spécialistes de l'histoire des forces de l'ordre que pour ceux de l'Empire. On touche là au principal intérêt de l'ouvrage, qui fait converger et entrer en résonance deux renouvellements historiographiques majeurs : ceux concernant la police et la gendarmerie d'une part, particulièrement utiles pour penser les reconfigurations de l'ordre public durant la période révolutionnaire, et d'autre part l'étude de l'empire napoléonien comme entreprise d'intégration européenne, de contacts et de transferts culturels.

Igor MOULLIER

Thierry LENTZ, **Nouvelle histoire du Premier Empire. IV. Les Cent-Jours, 1815**, Paris, Fayard, 2010, 600 p. ISBN 978-2-213-63808-9, 27€.

Les Cents-Jours sont de ces épisodes qui façonnent la légende historique et sont une source quasi inépuisable pour l'historien ; qu'il soit amateur éclairé en quête de quelque esprit de sacrifice comme Dominique de Villepin (*Les Cent-Jours*, 2001) ou spécialiste reconnu interrogeant cette tentation de l'impossible tel Emmanuel de Waresquiel (*Cent-Jours*, 2008). Avec *Les Cent-Jours, 1815*, Thierry Lentz vient clore aux éditions Fayard ce qui devait être initialement une nouvelle trilogie sur l'Empire. Le directeur de la Fondation Napoléon achève ainsi une « nouvelle histoire » du Premier Empire qui souhaite mesurer l'ambition de Napoléon à assurer la prépondérance française en Europe, en saisir le succès fulgurant puis son rapide effondrement. Aux trois tomes initiaux, *Napoléon et la conquête de l'Europe* (2002), *L'Effondrement du système napoléonien* (2004) et *La France et l'Europe de Napoléon* (2007), Thierry Lentz a donc rajouté un quatrième sur les Cent-Jours ; épisode qui tient longuement en haleine le lecteur, obligé de patienter plus de 250 pages avant de voir enfin l'empereur déchu s'éloigner de l'île d'Elbe. Thierry Lentz entend dépasser le manichéisme anglo-saxon, chercher une voie médiane entre apologie et légende noire et aborder avant tout les Cent-Jours comme un « événement historique » à part entière. Planté longuement, le décor du Congrès de Vienne doit permettre à l'auteur de mieux appréhender ce qui se passe au large des côtes toscanes. Car si à son retour Napoléon recouvre bien son trône, il ne retrouve pas son empire, entièrement remanié et repensé à la table autrichienne des négociations européennes. C'est finalement sur une aventure largement individuelle que Thierry Lentz revient en trois temps et dix huit mouvements ; une histoire vue d'*en haut*.

À travers les longues tractations des Congressistes réunis à Vienne, l'auteur souhaite tout d'abord prendre toute la mesure de l'influence de cet exilé dont on parlait peu mais auquel tous pensaient constamment. De cette première partie consacrée aux coulisses quotidiennes de cette réunion diplomatique sans précédent, Napoléon est pourtant le grand absent.

L'auteur concentre prioritairement, voire exclusivement, son attention sur les acteurs en présence, les préparatifs, le déroulement et les conclusions d'un Congrès émaillé de tensions et de crises. Aussi, les caractères et les rôles endossés par les principaux protagonistes, leurs gestes, sont-ils ainsi justement saisis (Talleyrand le revanchard, soucieux d'éviter tout retour brutal à l'Ancien Régime et de défendre les réformes révolutionnaires et impériales ; Alexandre I^{er} le tsar fantasque et inconstant, vainqueur autoproclamé de Napoléon, désireux d'imposer son *leadership* à la coalition ; Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse aux intérêts divergents ; Metternich en ministre très habile, prudent, disposé à ménager la France et à se rapprocher de l'Angleterre pour permettre à l'Autriche de retrouver son rang en contrecarrant tout projet hégémonique venu du Nord ; le plénipotentiaire Castlereagh en maître à danser des pas de deux diplomatiques franco-britanniques). Luttres d'influences, tensions et négociations permanentes sont précisément mises en lumière, au point finalement qu'aucune zone d'ombre ne paraît subsister. L'historien montre combien le traité de Paris du 30 mai 1814 est bien le fruit d'un consensus modéré entre des coalisés divisés sur les principes/formes de la reconstruction européenne, parfois difficilement conciliables, et comment il témoigne à la fois de leur désir de vengeance et de leur conscience de la nécessité d'une France forte mais maîtrisée, pour l'équilibre général du continent. Apparaissent alors les stratégies pensées et engagées par les diverses forces en présence pour replacer la France au cœur des conversations préliminaires sans jamais pour autant l'associer aux choix finaux ; mais également le jeu complexe de diplomaties concurrentes décidées à défendre leurs intérêts, dans un cadre régi par les conventions écrites et un droit international renouvelé. Le lecteur voit la Quadruple Alliance à la manœuvre, reléguer au besoin au second plan les puissances secondaires (France, Suède, Portugal, Espagne), rebattre les cartes au sein des commissions spécialisées et poser les conditions des accords bilatéraux ; c'est bien la restructuration de l'Europe qui se joue alors sous ses yeux : renforcement des Pays-Bas, réorganisation de la Confédération helvétique, équilibre de l'Europe du Nord, mise sous tutelle de l'Italie du Nord, restauration du Saint-Siège et retour de Pie VII à Rome. Rien n'est oublié de la délicate réorganisation du « corps germanique » autour de souverains majeurs et à travers une nouvelle confédération, des ambitions divergentes de Berlin et de Vienne, des intérêts différents de la Saxe, de la Pologne et de la Russie. Bien qu'il prenne le temps de montrer que le Congrès de Vienne fut une réunion diplomatique et mondaine hors norme, un « festival de la paix » (p. 72) rythmé par les fêtes et les spectacles et orchestré par une régie administrative et policière inédite, Thierry Lentz invite à une immersion juridique parfois trop technique – perdant le fil à travers le fonctionnement des comités (répartition des sièges, p. 85 ; commission sur la libre circulation des rivières, p. 99) – et détaille à l'excès les découpages territoriaux, sans jamais réellement interroger les enjeux économiques, sociaux et culturels pourtant posés par la résolution du conflit, ni même envisager une histoire de leur perception, au plus près des peuples.

Afin de saisir complètement les conditions du retour de l'empereur, Thierry Lentz propose ensuite d'aller et venir dans les appartements de Schönbrunn à la suite de Marie-Louise, de quitter Vienne pour rejoindre l'île d'Elbe, suivre son nouveau souverain et sonder jusqu'aux espions et contre-espions insulaires et de pénétrer encore dans les cabinets parisiens des Bourbons restaurés. Une fois le traité de Fontainebleau entériné, Napoléon, déchu, est suivi jusqu'à l'île de l'exil, sans que ne soient écartés ni les débats/rumeurs sur sa personne (traduction éventuelle devant un tribunal des nations, tentatives de suicide ou de meurtre), ni sa sortie agitée du territoire (après Orange notamment), ni les réflexions/décisions politiques davantage que sentimentales autour de l'impératrice et du roi de Rome. À peine Napoléon a-t-il quitté la France qu'il n'est déjà plus un « homme



foudroyé » (p.179) mais bien au contraire un prince ambitieux. Lentz brosse le portrait méconnu d'un Napoléon énergique, déterminé à commander, construire et réformer, soucieux de préserver son statut et son rang. Napoléon gouverne en monarque absolu sans jamais renoncer à son train de vie impérial. Il réorganise son territoire selon son principe pyramidal habituel, étend son pouvoir aux compétences législatives, s'arroge des droits régaliens et orchestre la politique extérieure, maintenant même un état d'alerte permanent. La vie de cour, le régime de l'étiquette, l'autocélébration festive, tout autorise le souverain à une vie brillante ; au point que les dépenses engagées tout azimut (transformations des résidences Mulini ou San-Martino, pavage des routes, travaux d'assainissement, construction d'un nouveau théâtre et entretien d'une garde impériale personnelle) grèvent considérablement les finances du petit royaume. L'animation est alors de toute autre nature sur la scène parisienne, où la monarchie restaurée reprend ses droits et la charte du 8 juin 1814 inaugure un régime libéral ambigu, conciliant au mieux les héritages récents sans renoncer au cérémonial dynastique. La description minutieuse, quoique longue et classique, du nouveau système monarchique, témoigne de la subtile synthèse politique engagée au sommet de l'État et revient sur le ménage opéré avec retenue parmi le personnel des chambres, des ministères et des administrations civiles provinciales. Entre cette France rendue à ses anciens monarques et l'île d'Elbe sous contrôle napoléonien, il est bien difficile pour Thierry Lentz de mesurer les degrés d'adhésion et/ou de rejet à l'égard des Bourbons et/ou des Napoléonides ; et si l'esprit public, si déterminant à mesurer et contrôler à l'heure des changements, est si largement « insaisissable », pour reprendre le titre même du neuvième chapitre (p. 239-263), c'est bien parce que l'historien ne s'écarte pas des témoignages contemporains connus, ne tend pas l'oreille ni ne relève les gestes des Français au cœur des départements ; et dont les papiers locaux, préfectoraux ou municipaux, et les archives policières regorgent pourtant, révélant ces fidélités et ces résistances si promptes à saisir l'atmosphère dans laquelle s'installe le nouveau régime et se maintient l'espoir d'une *renovatio* impériale. Du reste Thierry Lentz s'affaire-t-il à bien montrer ensuite combien, depuis l'île d'Elbe, le retour de Napoléon n'est finalement pas aussi « impossible » (p. 284) que ce que l'on veut bien penser à Paris et ailleurs ; et c'est bien un Napoléon au fait de la défaveur à l'égard des Bourbons (armée, élites) et des négociations visant à le déporter dans le cadre d'une opération d'envergure qui décide de quitter l'île d'Elbe. Et l'historien de peindre alors le vol de l'Aigle, de Golfe Juan à Paris, étape par étape, sans taire les tentatives militaires pour freiner son avancée ni succomber au mythe bonapartiste de l'appel au peuple et d'une irrésistible vague populaire de soutien, mais sans renoncer aux épisodes d'Épinal qui ont fait la légende de la remontée (entrée à Grenoble, Peyruse à Ponthaut, le ralliement de Ney à Lons-le-Saunier) ; un récit aboutissant à la « folle journée du 20 mars 1815 » (p. 314), à cette « révolution » dont Lentz se demande alors si elle n'est pas « plus simplement un coup d'État militaire exécuté de main de maître et favorisé par les circonstances » (p. 319). Rien n'est ignoré de la réactivation des réseaux napoléoniens existants, des mutineries des unités lilloises ou des manœuvres de Fouché dans la mise en œuvre du coup d'État du 20 mars, rendu possible grâce au basculement de l'armée.

C'est en examinant le nouvel ordre impérial des choses dans ses dimensions françaises et européennes pour mieux en saisir la consistance et en interroger les chances de survie que l'auteur achève son histoire. C'est à travers la mise « hors le droit et hors la loi » (p. 353) de Napoléon par les Huit que Thierry Lentz choisit d'appréhender les débuts de l'échec de la restauration impériale ; et ce, même si le front antinapoléonien ne se reforme pas aussi simplement et si les initiatives multiples de Talleyrand n'empêchent son évolution vers une coalition antifrançaise. La réactivation de la Quadruple Alliance et la

mise en œuvre rapide d'un plan militaire sonnent-elles immédiatement pour autant le glas de l'empire restauré ? L'historien interroge dès lors la légitimité de cet empire « libéral », incontestablement fragile. Tout ou presque, dans le mode de gouvernement (formation tardive des ministères, choix des hommes), l'attitude de l'empereur (manque d'énergie, main moins ferme sur les affaires civiles, tâtonnements envers la police), les débats et les réformes constitutionnels (ouverture libérale freinée, Acte additionnel), les déconvenues électorales (percée des néo-jacobins à la Chambre, victoire des royalistes dans les villes) et les événements (plébiscite manqué, échec de la cérémonie du Champ de Mai, fronde parlementaire) indiquent l'impossible refondation de l'Empire ; les dysfonctionnements sont nombreux (commandements militaires des provinces et administrations des départements) et les problèmes d'argent frontaux. Surtout, tandis que le gouvernement royal se reconstitue en exil, le soutien au trône impérial n'est bien que secondaire dans l'esprit des nouvelles fédérations, avant tout unies par leur rejet des Bourbons et un regain de patriotisme contre l'Europe coalisée. Car l'impasse dans laquelle s'engage Napoléon est aussi selon l'historien une impasse européenne : le système continental ne peut plus être dans une Europe réorganisée, renouvelée juridiquement et cimentée autour de son rejet de l'empereur. À l'heure de reprendre les armes et de mettre fin « au temps des diplomates » (p. 449), les grandes puissances coalisées envisagent un avenir européen sans Napoléon. Qu'importe même la popularité supposée envers lui d'une majorité de soldats français – qu'il aurait été bon de sonder et de mesurer dans une étude renouvelée du sentiment militaire – ; c'est sur le pied de guerre que s'achève donc cette histoire. Et une fois les troupes levées dans chaque camp, sur cette campagne de quatre jours, où Napoléon tente de reproduire les manœuvres qui lui avaient souri en Italie et que l'historien nous fait suivre dans un ballet stratégique interrompu. Sitôt le rideau tombé sur son Waterloo en deux actes, l'auteur interroge la défaite, comme pour mieux en souligner le caractère inévitable. C'est dans un Paris en ébullition que sont enfin saisis les attermoissements politiques du vaincu et au nom de la préservation de la patrie qu'est envisagé le coup de force des parlementaires. Déchu, sans successeur impérial désigné, Napoléon doit partir ; et le lecteur de voir s'évanouir le rêve d'un exil américain pour le suivre finalement à Sainte-Hélène.

Car le dernier opus de cette *nouvelle* histoire du premier Empire reste finalement *classique*, écrit essentiellement au cœur des seuls espaces de pouvoir – entre Vienne, Paris et Sainte-Hélène, avec quelques incursions à Naples – et au fil des tractations et des événements majeurs qui font en réalité la *grande* histoire. S'il révèle bien tout des coulisses diplomatiques du Congrès de Vienne et scrute de près l'exilé de l'île d'Elbe pour mieux en comprendre l'« impensable » retour, Thierry Lentz tait ce qui se passe dans les départements, ignorant comment l'épisode est vécu en ville et au village par des millions de Français, et au-delà des frontières, par les autres Européens ; et ce, alors même que résistances et fidélités s'expriment, et demeurent bien visibles dans les archives. Regrettons au final une cartographie parfois désuète (p. 113, 124), chargée et peu lisible (p. 478, 485) et ne rendant compte d'aucun véritable phénomène neuf – des projections des incidents enregistrés par gendarmes et policiers, des adresses de soutien envoyées à Napoléon, des fêtes (et/ou leur absence) célébrées spontanément dès l'annonce de son retour n'étaient-elles pas envisageables ? Les études anciennes et dépassées d'Émile Le Gallo, de Henry Houssaye ou de Louis Madelin sont trop souvent sollicitées là où les enquêtes récentes ouvrent justement des voies nouvelles pour une relecture de cette histoire impériale. Ce tome-là, en s'ouvrant largement à l'année 1814, donne néanmoins à lire avec précision



ces *Cent-Jours* au cours desquels le temps politique, diplomatique et militaire s'accélère brutalement.

Cyril TRIOLAIRE

Michel BIARD et Philippe BOURDIN (dir.), **Robespierre. Portraits croisés**, Paris, Armand Colin, 2013, 288 p., ISBN 978-2-200-27771-0, 24,50€.

Robespierre est plus que jamais d'actualité. Après l'achat des manuscrits de Robespierre et de Lebas par les Archives nationales, soutenu par la souscription lancée par la Société des études robespierristes, le numéro des *Annales historiques de la Révolution française* et la biographie publiée par Peter McPhee, ce volume illustre l'attention et le renouvellement des études consacrées à Robespierre. Son propos affirmé est de ne pas se contenter de ce qui est su et répété depuis des années, mais il entend rouvrir les dossiers et reprendre les sources originales. Les dix-sept auteurs des quinze contributions composent un ensemble qui n'épuise certes pas les questions posées dans l'introduction signée par les deux directeurs à propos de l'énigme que Robespierre représente à maints égards, mais ils proposent des points de vue très variés.

Si la difficulté est toujours grande pour rendre compte d'un livre collectif, la tâche est compliquée par la diversité des thèmes et des méthodes. L'attention érudite pourrait être le fil rouge du livre. Tous les auteurs s'attachent à prendre le contrepied des approximations courantes avec un luxe de précautions, ce qu'illustrent par exemple les deux articles d'ouverture, celui d'Hervé Leuwers exposant précisément les affaires judiciaires dans lesquelles Robespierre s'est impliqué, et celui de Claude Mazauric démêlant l'attribution d'une « dédicace » aux mânes de Jean-Jacques Rousseau publiée dans une édition des mémoires de Robespierre en 1830. La volonté d'éclairer par la biographie les options politiques est elle aussi une constante, qui est particulièrement présente dans l'article de Peter McPhee enracinant les décisions autour de la famille dans les souvenirs d'enfance de Maximilien Robespierre, comme dans celui de Jean-Pierre Gross insistant sur l'activité de l'avocat défenseur des pauvres pour comprendre toute la politique suivie après 1789 – enracinement expliquant aussi les limites de la pensée.

Pratiquement toutes les contributions s'attachent à résoudre une contradiction imputée à Robespierre. Jean-Pierre Gross sort de l'aporie relevée entre les intentions de Robespierre et son incapacité à régler les conflits entre respect de la propriété et droits des plus pauvres en montrant « le grain de folie » de Robespierre voulant rénover le monde par l'introduction de valeurs morales républicaines. Jean-Pierre Jessenne développe une problématique proche pour parler de la politique sociale de Robespierre, qui aurait été sujette à des « modulations » en lien avec les contraintes politiques. Jean Bart s'attaque à la présentation ordinaire de Robespierre désireux d'abolir la peine de mort mais réclamant la tête du roi au nom de la sûreté de l'État. Bernard Gainot montre que l'intérêt porté par Robespierre à la question coloniale aura connu des éclipses et aura suivi finalement l'opinion de son temps. Marc Belissa s'emploie à conjuguer les prises de position contre la guerre de conquête et l'armée avec le besoin de mener des guerres défensives au profit de la liberté. Philippe Bourdin expose les conditions dans lesquelles Robespierre présente le projet éducatif de Lepeletier de Saint-Fargeau, alors qu'il n'est pas beaucoup intervenu dans ce champ.

Ces lignes directrices se remarquent dans les articles qui suivent, mais ceux-ci portent des innovations plus marquées dans ce champ de recherches. C'est le cas de Paul Chopelin s'attaquant au mythe de Robespierre « grand prêtre » et suivant précisément l'évolution de ses positions sur la religion, expliquant finement l'invention d'un messianisme vertueux contre les fanatismes des prêtres et des déchristianisateurs. En utilisant, lui aussi, les dénonciations portées contre Robespierre, Pierre Serna peint ce dernier comme un grand tacticien porteur d'un projet politique quasi irréalisable. A-t-il comme l'auteur le dit, « incarné [les] deux facettes de la politique moderne » ? Les exemples cités mériteraient d'être élargis à d'autres acteurs, comme Saint-Just ou Billaud-Varenne, sans doute proches à maints égards de la posture de Robespierre. C'est précisément en suivant cette inclusion dans le groupe des membres des Comités que Guillaume Mazeau récuse l'idée que Robespierre ait été un dictateur et fait comprendre comment il l'est devenu aux yeux de l'opinion manipulée. L'isolement du personnage explique alors qu'il soit devenu « l'incarnation » de la Révolution.

Ce sont les retombées de ces dénonciations que suivent Michel Biard, de 1794 à 2009 pour illustrer « la double mort de Robespierre », Annie Duprat et Laurent Bihl exploitent les portraits réalisés dès 1789 jusque dans les années 1980 pour conclure à l'incapacité de répondre à la question de savoir qui était Robespierre. L'incapacité à répondre à Marc Bloch est démontrée par Jean-Numa Ducange et Pascal Dupuy s'interrogeant sur l'historiographie depuis l'immédiat après Thermidor jusqu'à nos jours. En suivant les débats bien connus, ils recensent les silences et les polémiques qui scandent notre connaissance jamais consensuelle de Robespierre. Au final, en refermant le livre, les voies les plus fécondes semblent bien être celles qui ont su lier les épaisseurs historiographiques aux connaissances érudites, assurant la progression des connaissances par la discussion avec les courants antérieurs et les opinions les plus diverses. Si le titre de l'ouvrage, portraits croisés, se justifie le mieux c'est sûrement dans cette dimension qui prend en compte les traditions et les approximations, qui ont toujours été aux fondements de la recherche historique.

Jean-Clément MARTIN

Claudine Hérody-Pierre, **Robert Schnerb. Un historien dans le siècle (1900-1962). Une vie autour d'une thèse**, Paris, L'Harmattan, 2011, 294 p., ISBN 978-2-296-55533-4, 28 €

Le sous-titre de l'ouvrage en dit bien le projet : « Une vie autour d'une thèse ». Effectivement, Robert Schnerb avait préparé sous la direction d'Albert Mathiez une thèse portant sur *Les contributions directes à l'époque de la Révolution dans le département du Puy-de-Dôme*, sujet ardu autant que neuf. Les relations entre le doctorant et son directeur de recherches n'ont pas été faciles, c'est le moins que l'on puisse dire, étant donné le caractère impétueux de Mathiez et le souci de Schnerb de défendre ses points de vue. Travailleur opiniâtre et déterminé, Schnerb dépouille avec constance les très riches archives départementales du Puy-de-Dôme. Mais il ne dispose pour ce faire d'aucun modèle car le sujet est neuf et les connaissances des historiens de l'époque en matière de fiscalité sont encore embryonnaires (si tant est qu'elles soient mieux développées de nos jours). Agrégé en 1923, Schnerb occupe plusieurs postes dans l'enseignement secondaire, au lycée Blaise Pascal à Clermont bien sûr mais aussi au lycée Lakanal à Sceaux ce qui lui permet de fréquenter davantage la Sorbonne. Chargé de cours dans diverses universités, « petite



main » pour les *Annales révolutionnaires*, revue de la *Société des Études robespierristes*, ancêtre des *Annales historiques de la Révolution Française*, il compile toutes les références bibliographiques concernant l'histoire économique et sociale des deux siècles antérieurs. Car, si la carrière de Robert Schnerb n'a pas pu s'épanouir au sein de l'enseignement supérieur, pour toutes sortes de raisons très bien explicitées dans l'ouvrage et sur lesquelles nous reviendrons, son œuvre en histoire économique a été considérable, même si elle est demeurée méconnue. Étudiante à la fin des années 1960, à une époque où il y avait moins de livres qu'aujourd'hui, j'ai beaucoup utilisé le tome VI de l'*Histoire générale des civilisations* écrit par Robert Schnerb et consacré aux années 1815-1914. Ignorante alors des arcanes universitaires, des réseaux relationnels empreints davantage de jalousies et de mesquineries que du sens de la recherche fondamentale, je n'avais pas imaginé que l'auteur ne fût point professeur des Universités ! Cette non-reconnaissance institutionnelle a été pour lui, et pour sa famille, une blessure profonde. Le livre de Claudine Hérody-Pierre, fondé sur des archives familiales nombreuses et diverses dont la liste est scrupuleusement donnée p. 275 et sur les deux ouvrages rédigés par son épouse Marguerite : *Robert Schnerb*, Éditions Volcans, Clermont-Ferrand, 1964 et *Mémoires pour les deux*, Llauro, 1973. Petite-fille de Robert Schnerb, l'auteure, historienne elle-même, est spécialiste de l'immigration dans les Ardennes entre les deux guerres. Sa formation universitaire, comme son histoire familiale, place la question identitaire dans quelques-unes des interrogations de son livre. En effet, le cœur de la question est de savoir pourquoi, alors qu'on lui a fait miroiter un poste dans l'enseignement supérieur, que ses collègues ont su lui donner des missions de recherche importantes (comme la réédition scientifique de l'œuvre d'Henri Sée, qui lui a pris un temps de recherche bibliographique immense alors que son nom a été à peine mentionné), il n'a jamais pu obtenir de poste. Marguerite Schnerb était tentée d'y voir la conséquence de l'antisémitisme de la France d'avant-guerre, soupçon que des propos de divers collègues pouvaient accréditer (sur le mode : « ce n'est pas contre vous, vous voyez, mais il y a trop de Juifs en ce moment à l'Université »).

Dans ce livre foisonnant de références, on voit plusieurs des très grands noms des historiens du passé vivre, travailler, échanger des acquis et des projets de recherche. Ils viennent de tous les horizons politiques : Lucien Febvre et Gaston Zeller, Philippe Sagnac et Georges Lefebvre, Albert Mathiez et Edmond Préclin, pour ne citer que quelques noms, dans le désordre. Le système universitaire était très différent de ce qu'il est devenu puisqu'on postulait à l'inscription sur une liste d'aptitude et, qu'ensuite, on devait faire le tour des « personnalités » capables de pousser en avant votre dossier. Enfin, on pouvait solliciter un poste (une chaire) en province pour un début de carrière, ce qui n'était pas le cas pour une chaire en Sorbonne. Tout se passe dans une ambiance cardinalice, entre visites de protocole et correspondances policées, sans oublier les coups de poignard dans le dos. Aux questions posées par Schnerb sur « à quel poste puis-je me présenter », on lui répondra soit poliment soit de façon plus raide. En 1937, le courrier du doyen de Lyon, Kleinklausz, un professeur qui l'avait préparé à l'agrégation, mérite d'être cité *in-extenso* pour comprendre que la complexité du jeu de dominos, peut-être plus hypocrite encore que ce qui se passe de nos jours :

« Quant à Lyon, on dit que Fugier demandera son transfert qui sera de droit. Ce serait donc Poitiers qui deviendrait libre. Latreille ne manquera pas de poser sa candidature à moins qu'il ne préfère Bordeaux comme c'est probable. Renaudet en effet viendra remplacer Pagès. Si Fugier gagne Bordeaux, vous pourriez essayer Poitiers. La question reste de savoir si la faculté de Bordeaux maintiendra l'histoire moderne comme chaire ; c'est

problématique. Je comprends d'ailleurs que dans votre situation de famille vous hésitez à quitter Clermont. »

Il faut noter que la famille Schnerb, qui avait déjà déménagé à maintes reprises, ne faisait pas de son maintien à Clermont une condition *sine qua non* dans sa quête de poste ! Finalement, un poste se libère à Bordeaux. Il fait partie de la liste des favoris – mais avec sept autres – et, les collègues de Bordeaux ayant évoqué leur préférence pour un sujet de recherches plus diversifié que la Révolution française, Gaston Martin, auteur d'une thèse sur *Nantes au XVIII^e siècle. L'ère des négriers (1714-1774)*, est choisi ; mais, précise Claudine Hérody-Pierre, ses accointances avec le ministre Jean Zay ont pu jouer. Elle mentionne d'ailleurs en note qu'il sera député radical du Lot entre 1932 et 1936...

Schnerb a-t-il été victime de son manque d'entregent ? L'auteure insiste sur l'identité provinciale, alsacienne, de Robert Schnerb, consciencieux et travailleur, mais pas mondain. A-t-il été victime de sa judéité ? À la lecture de témoignages présentés ici, on ne saurait récuser cette explication. A-t-il été victime d'un rapport de thèse pas très louangeur (litote) ? Arrêtons-nous un instant sur cet aspect du livre. Ayant approché Mathiez à la faculté des Lettres de Dijon en 1920 durant ses études d'Histoire, il avait été frappé par la vigueur de la pensée et de l'enseignement de l'ancien élève d'Aulard. Il prépare sous sa direction un mémoire portant sur la mission de Bernard de Saintes dans le département de la Côte d'Or. Accompagné de plusieurs autres travaux de recherche – dont un en géographie – ce mémoire doit être soutenu devant un jury de quatre personnes. Robert Schnerb a consigné par écrit cette séance tumultueuse qui s'est déroulée le 23 juin 1921 (p. 42 et *sq.*) en raison du caractère enflammé d'Albert Mathiez qui, après avoir salué l'ampleur des dépouillements, en mentionne tous les manques et fait de nombreux reproches, parfois excessifs à son élève. Les autres membres du jury, sans doute pour ne pas être en reste, font aussi des reproches à l'impétrant qui sort épuisé de la séance. Il a aussi entrepris, en plus de ses études de licence et de la préparation de l'agrégation, de faire un recensement de toute la bibliographie des études portant sur le XX^e siècle. Travail de Romain s'il en est, même si ce siècle ne comptait qu'une vingtaine d'années ! Après avoir réussi l'agrégation en 1923, il fait son service militaire au service de la Météorologie. Affecté à Saverne, il en profite pour fréquenter les archives départementales et produire plusieurs articles pour *La Revue d'Alsace* et se rapproche pourtant de Mathiez. Une fascination intellectuelle, mais également la fidélité à celui qui lui avait proposé de faire une thèse sur « la Terreur dans le département de la Côte-d'Or », peuvent expliquer ce choix qui va le conduire à suivre son maître à Paris à partir de 1926 (mais Robert Schnerb est toujours professeur au lycée de Clermont). Les années suivantes le montrent, travailleur acharné, rendant beaucoup de services à la revue *Annales révolutionnaires* et, en collaboration avec Georges Lefebvre désormais professeur à la Faculté des Lettres de Clermont, initiateur du croisement des travaux statistiques sur les prix, les revenus et la fiscalité avec une histoire sociale balbutiante. Jeune père de famille, Robert Schnerb souhaite avec toujours autant de force un poste à l'Université. Il demande de l'aide à Mathiez qui lui promet un appui tout en l'enjoignant de soutenir rapidement. Les rapports entre le maître, qui corrige rageusement le travail de son disciple, et le doctorant ne cesse d'être tendus, à lire du moins le présent ouvrage. La thèse est quasiment achevée lorsque Mathiez meurt brutalement le 25 février 1932. Placé sous la direction de Philippe Sagnac, titulaire de la chaire d'Histoire de la Révolution française à la Sorbonne, Schnerb arrive à soutenance le 30 juin 1933. Le jury est composé de Henri Hauser, qui en assurera la présidence, de Marcel Marion, de Charles Pouthas et Camille Bloch, pour la thèse secondaire, qui n'obtiendra qu'une médiocre mention « honorable ». Les questions posées par Hauser ou Marion durant la soutenance de la thèse principale



sont très agressives, laissent peser le doute sur l'originalité du travail de Schnerb. En effet, on lui fait remarquer que « son maître » avait déjà publié une « Histoire de la Révolution française » en trois volumes (p. 60) et que, en conséquence, tout avait été dit. Tout ou presque est passé au crible de leurs critiques acérées et, à l'exception notable de l'avis de Philippe Sagnac, le rapport de thèse, qui poursuivra Schnerb toute sa vie, n'est pas élogieux. Il obtient encore une simple mention « honorable ».

Ce livre, rédigé par sa petite-fille à partir de documents familiaux, nous place d'entrée de jeu dans une position affective. Connaissant par d'autres sources le tempérament « volcanique » de Mathiez, on n'est pas surpris de lire les relations difficiles entre ce dernier et son doctorant. Mais ce jury de substitution composé post-mortem aurait-il fait peser sur le jeune thésard toute la grogne accumulée contre le flamboyant patron ? En d'autres termes, l'élève aurait-il payé pour le maître ? Seul Philippe Sagnac ne joint pas sa voix au concert de reproches acrimonieux. Supérieur hiérarchique de Mathiez à la Sorbonne, il n'a pas eu, institutionnellement parlant, à souffrir du caractère de son collègue. Contre Hauser, Marion et Pouthas, Sagnac avait plaidé, sans succès, en faveur de la mention « très honorable ». D'après le témoignage de Nathan Wachtel, recueilli en 2009, les critiques n'ont porté que sur des détails et jamais sur le fond de la thèse, ce qui laissera toujours peser un doute sur le bien fondé de ces critiques ; toujours est-il que l'avenir de la carrière de Robert Schnerb a été dès lors gravement obéré.

À la fin des années 1930, Schnerb s'engage dans la voie d'un militantisme de gauche antifasciste avec l'aide de sa femme. Il enseigne alors en région parisienne, puis retourne à Clermont alors que la guerre éclate. Il ne cesse d'espérer un poste à l'Université et s'en ouvre auprès des nombreuses relations influentes – du moins le croit-il – qu'il a pu se faire. On notera la remarque peu encourageante de Louis Jacob dans une correspondance datant de 1937 : « Vous semblez encore, mon cher ami, croire à toute cette fumisterie de l'enseignement supérieur » ! À cause du statut des Juifs imposé par le gouvernement de Vichy, les époux Schnerb perdent leurs postes, et, chargés d'une famille de trois enfants, sont obligés de se replier à la campagne, de cultiver un potager pour vivre en quasi-autarcie car la pension qui leur est allouée est maigre. La famille vit alors chichement jusqu'à la Libération. Mais les lendemains ne chanteront pas : la liste des membres de la famille victimes de la guerre ou de la déportation est très longue (p. 155 et suiv.). Sur un autre plan, les déboires universitaires de Robert Schnerb continuent et, s'il est affecté au lycée Lakanal à Sceaux à la rentrée 1944, il choisit de retourner à Clermont. Ne pouvant pas obtenir de poste à la faculté des Lettres, il enseigne à celle de Droit : l'auteur donne beaucoup de détails sur les péripéties de ces nominations/non nominations sur lesquelles nous ne pouvons pas entrer ici. Pourtant, à nouveau professeur de classes préparatoires, Schnerb est en butte avec ses collègues, Jacques Droz en particulier. En racontant cette histoire, Claudine Hérody-Pierre reconnaît avoir suivi la lecture des livres de Marguerite Schnerb et donc « le roman familial »... Robert Schnerb abandonne ses fonctions à l'Université en 1958 en meurt le 30 octobre 1962. Jusqu'au bout, Robert Schnerb aura continué ses recherches et ses publications, en particulier pour la revue *L'Information historique* mais aussi une somme sur *Rouher et le second Empire*, publiée chez Armand Colin en 1949 [voir les pages 181-210]. Les dernières pages du livre (211-257) reviennent sur l'homme Schnerb, l'historien, le Juif, celui qui n'a pas pu être reconnu par l'institution universitaire. Du moins le croyait-il. Ses œuvres sont là, et nombre des personnes qui apparaissent dans ce livre ont été oubliées.

Livre de mémoire familiale et affective, ce livre est aussi une mine de renseignements sur le monde des historiens entre 1920 et 1960. Il est assorti d'une série d'annexes, bibliographies et repères chronologiques tout à fait instructives.

Annie DUPRAT

Ambrogio A. CAIANI, **Louis XVI and the French Revolution 1789-1792**, Cambridge, Cambridge University Press, [2012] 2013, 254 p., ISBN 978-1-107-02633-9, 31,22€.

Dressant le constat d'un vide historiographique sur le règne constitutionnel de Louis XVI et son système de représentation, Ambrogio A. Caiani se propose de prendre comme objet d'étude la cour de Louis XVI de 1789 à 1792 et de montrer comment celle-ci contribue à la radicalisation révolutionnaire et, finalement, à la chute de la monarchie. Compte tenu de l'état lacunaire des sources, l'auteur a préféré présenter une série d'études de cas plutôt qu'une étude systématique de son objet. Bien que compréhensible, ce choix laisse une impression de fragmentation excessive d'un discours par ailleurs intéressant.

La première partie « Inventer une monarchie constitutionnelle », est divisée en trois chapitres. Le premier s'ouvre sur une narration revisitée de la fameuse altercation entre Dreux-Brézé et Mirabeau le 23 juin 1789. Cette scène montre bien en effet que le protocole de l'ancienne cour est impuissant à contrecarrer la nouvelle légitimité politique de l'Assemblée nationale. Le reste du chapitre sur le grand maître des cérémonies et les hérauts d'armes est moins percutant. L'analyse du rôle du grand maître est succincte, voire inexacte sur la présentation du système des offices.

Le chapitre suivant est consacré à la mise en place de la liste civile qui fait du roi, premier fonctionnaire de l'État, un salarié. L'auteur montre bien qu'alors qu'elle était initialement conçue pour conserver au trône le prestige nécessaire, elle est la preuve en elle-même de l'abaissement de la condition royale, d'autant qu'elle ne s'accompagne pas de réformes structurelles de l'institution curiale. Suit l'analyse d'un texte de Sieyès, *Qu'est-ce que le roi ?*, incontestablement intéressant, mais dont il faut relativiser le caractère exemplaire que lui confère Ambrogio Caiani pour les besoins de sa démonstration.

Dans le dernier chapitre de cette partie, l'auteur dresse une sorte de récit au jour le jour du rituel curial de 1789 à 1792 en s'appuyant sur les correspondances diplomatiques. La permanence et la tradition l'emportent sur la nouveauté alors même que le système politique a changé. Pour Caiani, le décalage entre les deux rend inefficace voire nuisible pour le régime le système de représentation monarchique.

La seconde partie « Réforme et survivance de l'Ancien Régime » est une série de quatre études de cas. La première concerne l'évolution du statut des troupes chargées de la protection du roi. Aux Tuileries, le service est partagé entre les restes de la maison militaire du roi et la garde nationale, non sans frictions et tensions. L'Assemblée nationale se méfie des gardes suisses et des gardes du corps soupçonnés de contre-révolution, tandis que le roi voit les membres de la garde nationale comme des geôliers. Pour apaiser les tensions, une garde constitutionnelle commence à être constituée dans l'année 1792, mais ne peut voir le jour.

L'auteur étudie ensuite la fin du système de représentation, en vigueur depuis Louis XV. Louis XVI refuse en effet de réformer le système en profondeur, en le fondant sur d'autres titres que ceux de la naissance, comme finira par le faire son frère en 1820. Dans



le même temps, conscient de son impopularité, il préfère renoncer à toute présentation à partir de 1791.

Est abordée dans un troisième temps la question des ordres de chevalerie. Théoriquement abolis au mois d'août 1791, ils ne connaissent cependant pas tous exactement le même sort. L'Ordre de Saint-Michel, ouvert aux roturiers et aux anoblis, était un instrument de reconnaissance du talent et a connu des promotions importantes jusqu'en 1791. L'Ordre de Saint-Louis, ordre militaire fondé lui aussi sur le mérite, n'est pas supprimé en 1791. En revanche l'Ordre du Saint-Esprit, aristocrate dans son recrutement, lié à la religion royale, devient vite l'objet de vives critiques, qui poussent Louis XVI à ne plus y nommer qui que ce soit, tout en continuant à le tenir pour l'ordre de chevalerie le plus important du royaume.

Enfin, l'étude de la chapelle royale montre comment l'installation à Paris diminue, en raison des contraintes matérielles, l'importance des cérémonies religieuses à la cour. En outre, la constitution civile du clergé a des répercussions néfastes : une partie des clercs émigre et une autre refuse de prêter serment. La cour devient un lieu de résistance à la politique religieuse de l'Assemblée nationale.

Tout au long de son ouvrage, Ambrogio Caiani dépeint un Louis XVI qui, en refusant de réformer sa cour, en fait un foyer de contre-révolution qui lui nuit auprès du public et attise le radicalisme. Son argumentation est globalement convaincante. Néanmoins, elle pourrait être plus nuancée. La représentation monarchique sous Louis XVI n'est pas entièrement sclérosée. L'image du roi - bon père de famille fait ainsi florès et les souverains savent l'utiliser. De la même façon, le séjour aux Tuileries se traduit par la multiplication des visites de la famille royale aux institutions parisiennes ou aux théâtres. Louis XVI et Marie-Antoinette, certes en partie sous la contrainte, jettent les bases d'une royauté familière, plus proche de ses sujets dans ses modes de représentation.

Par ailleurs, Ambrogio Caiani tend trop souvent à conclure que le roi n'a pas su faire ce qu'il aurait dû, sans analyser les raisons de la résistance de Louis XVI. Ce dernier est imbu d'une vision traditionnelle de la monarchie dont les piliers sont la souveraineté intégrale du roi et la sacralité dynastique, la cour étant la manifestation visible de ces deux piliers. Louis XVI souhaite depuis longtemps réformer sa cour, qu'il regarde comme trop coûteuse, mais il ne peut le faire que dans le cadre de cette doctrine monarchique. Or, l'assemblée nie cette dernière, ce qui sape d'emblée tout essai de compromis.

Aucune de ces remarques n'invalide la thèse de l'auteur ni ne met en cause la qualité d'un ouvrage stimulant qui vient combler une lacune dans l'historiographie curiale.

Hélène BECQUET

Clifford D. CONNER, **Jean-Paul Marat. Tribune of the French Revolution**, Londres, Pluto Press, 2012, 178 p., ISBN 978-0-7453-3193-5.

Enseignant à la City University of New York, Clifford Conner a publié en 1997 une première biographie de Marat, davantage centrée sur les activités scientifiques de ce dernier. Constatant qu'aucune biographie plus récente n'existe en langue anglaise et que celle de Gottschalk est « out of date », il entreprend ici de revisiter le chantier, mais avec une attention plus marquée au politique et surtout à la révolution « sociale ». Aux yeux de Conner, non seulement Marat est l'un des protagonistes majeurs de la Révolution, mais il s'inscrit dans une chaîne aujourd'hui toujours représentée par celles et ceux qui luttent

pour un monde meilleur (« May they triumph, and the sooner the better », écrit-il dans son introduction – Qu'ils triomphent, le plus tôt sera le mieux). Il achève son ouvrage par ces mots : « Marat would surely be shocked and dismayed to learn that after more than 200 years his struggle for social revolution had lost none of its relevance and urgency. Where is the People's Friend now, when we need him ? » (Marat serait sûrement choqué et consterné de savoir qu'après plus de 200 ans, son combat pour une révolution sociale est toujours aussi nécessaire et urgent. Où est l'Ami du Peuple maintenant, quand nous avons besoin de lui ?). La dimension militante de l'ouvrage apparaît aussi dans le fait qu'il soit dédié à trois prisonniers de « conscience » américains et publié dans la collection « Revolutionary lives » (les deux autres titres parus sont consacrés, l'un à Leïla Khaled, « icône » de la Résistance palestinienne, l'autre à Winstanley et aux *diggers*). Les positions citoyennes de l'auteur ainsi affichées, fait-il ici œuvre novatrice ? Son travail ne comporte aucune bibliographie, mais ses quinze pages de notes laissent apparaître des références classiques (de Gottschalk, Walter ou Massin à Coquard et Goëtz) et nulle source nouvelle. Prenant appui sur les *Archives parlementaires*, la presse, les écrits de Marat, Conner ne pouvait guère apporter de découvertes importantes, d'autant qu'il ignore certains travaux récents (comme la thèse, pourtant publiée, de Guillaume Mazeau). Dès lors son livre s'apparente à un essai davantage qu'à une étude novatrice. S'il pourra rendre des services à des lecteurs anglo-saxons, il ne peut en aucun cas se substituer à la bibliographie en français (ce qui n'entraîne de toutes façons en rien dans ses intentions).

Scindé en cinq chapitres rythmés par un cheminement chronologique, il évoque successivement les premières années de la vie de Marat, puis l'homme de sciences entre 1765 et la Révolution ; enfin, les trois quarts du livre sont, en bonne logique, consacrés aux années 1789-1793 (avec deux ruptures : Varennes et la fusillade du Champ-de-Mars, d'un côté, les massacres de septembre 1792 et l'élection de la Convention nationale, de l'autre). Après une introduction qui revisite les idées reçues (Marat était-il un charlatan, un fou, un criminel... ?), pour bien sûr les anéantir, Conner suit fidèlement le trajet de l'Ami du Peuple et le lecteur pourra retrouver au fil de son récit les événements marquants de la Révolution (14 juillet, 4 août, journées d'octobre) et les premières attaques lancées par les autorités contre l'homme de plume à la rhétorique enflammée. Selon Conner, la répression contre la mutinerie de Nancy à l'été 1790, avec le sinistre sort réservé aux soldats suisses du régiment de Châteaueux, forge la réputation d'un Marat prompt à deviner les complots et à mettre en garde les citoyens. Même si « le prophète Marat » (Hébert) ou « Cassandre Marat » (Desmoulins) se trompe beaucoup plus souvent dans ses prédictions qu'il ne parvient à annoncer les réalités à venir, il se transforme de fait en protagoniste de tout premier plan. Son engagement en faveur d'une égalité sociale, son hostilité aux autorités constituées, son aptitude à « nager à contre-courant » et à ne pas craindre d'être isolé, son refus de plier devant la répression, sa capacité à s'attirer des soutiens et à utiliser tout un réseau pour faire entendre la voix de l'Ami du Peuple... tout cela atteste l'exemplarité de son engagement aux yeux de son biographe. Et les années 1792-1793 ne démentent point cet engagement. Pour autant, quand bien même la sympathie du lecteur serait acquise à la démonstration et/ou au personnage, peut-on passer sous silence un certain nombre d'approximations et erreurs : écrire que la monarchie aurait « perdu toute crédibilité » et que ses jours seraient « comptés » à l'été 1791 relève de la téléologie car à chaud le constat est fort différent ; les vingt-quatre représentants du peuple élus à Paris seraient montagnards et auraient l'appui de cinquante à soixante autres membres de la Convention (!) ; la Plaine regrouperait 70 % des représentants du peuple (!!) ; vingt et un Girondins auraient été guillotines le 30 octobre 1793 (rappelons que Valazé s'est suicidé le 30 et que l'exécution des autres a lieu



le lendemain) ; etc. Enfin, parfois certains passages laissent le lecteur sur sa faim, ainsi à propos des massacres de Septembre. Si responsabilité de Marat il y a eu, ce n'est pas par le rôle qu'il occupait alors, mais par la radicalité des propos tenus dans son journal depuis longtemps déjà. Reste un dernier point. Est-ce bien utile de se demander ce qu'il serait advenu de Marat s'il n'avait été assassiné, *a fortiori* pour imaginer qu'il aurait sans doute été guillotiné aux côtés de Hébert ? Outre le fait que l'hypothèse n'a guère de sens, il me semble plus que jamais important de souligner que nombre de différences séparaient l'Ami du Peuple et le Père Duchesne, tout comme il faut une fois de plus rappeler qu'on rapproche trop souvent de façon simpliste les Enragés et les « Hébertistes » (quand ils ne sont pas purement et simplement confondus par certains historiens). Évoquer la radicalité de leurs positions ne peut suffire à les amalgamer, sauf à vouloir démontrer qu'une même volonté de révolution « sociale » les unissait et que cette volonté reste d'actualité 220 ans plus tard. En soi, pourquoi pas et chaque citoyen/ne en jugera comme il/elle l'entend, pour autant l'Histoire n'aura pas fait là un pas de géant.

Michel BIARD

Hélène BECQUET, **Marie-Thérèse de France. L'orpheline du Temple**, Paris, Perrin, 2012, ISBN 978-2-262-03244-9, 24€.

La biographie qu'Hélène Becquet a tirée de sa thèse analyse les transformations de la culture politique au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles à travers les vicissitudes d'une figure princière qui fut l'un des lieux de cristallisation de l'idéologie royaliste et de l'imaginaire contre-révolutionnaire. S'inscrivant dans le renouvellement de l'histoire politique qui analyse des trajectoires individuelles et collectives de l'Ancien Régime, de la Révolution et des monarchies censitaires, cet ouvrage rend moins compte d'une existence que des usages politiques des représentations qui lui furent associées. La question centrale est celle de la dignité royale, des reconfigurations de ses fondements et de ses modalités : transmission, adaptation et réappropriation d'un héritage politique et symbolique y sont déclinées autour de quelques thèmes structurant l'ouvrage par-delà sa trame biographique.

Il s'agit tout d'abord du cérémonial, dont la Maison des Enfants de France constituée à la naissance de la princesse est le premier observatoire. Bien que celui-ci dénote l'importance accordée par Louis XVI et Marie-Antoinette à la mise en scène de la dignité royale, il fut inculqué à leur fille aînée que leurs réformes, interprétées comme des manquements à l'étiquette, avaient causé leur perte. Du fait de cette double transmission, Marie-Thérèse conserva un profond attachement aux règles de la vie de cour, maintenue envers et contre tout dans ses multiples résidences d'exil. Les Tuileries n'en furent pas moins le terrain de quelques innovations – notamment le recours à l'espace urbain et aux voyages – et de débats – tels que la question des critères à appliquer dans la composition des maisons royales. Devenue duchesse d'Angoulême puis dauphine, Marie-Thérèse chercha à faire primer la qualité sociale, attestée par l'appartenance aux structures d'Ancien Régime, sur la nouvelle hiérarchie des fonctions, tout en intégrant partiellement des critères politiques inédits – c'est-à-dire la fidélité à la cause royaliste.

Le personnage de Marie-Thérèse met aussi en lumière les tensions entre logiques dynastiques et logiques nationales au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles. En refusant d'épouser un archiduc, Marie-Thérèse asseoit sa réputation de princesse « française », ce que la propagande royaliste instrumentalisa à la Restauration. Sollicitant l'Espagne et

l'Angleterre au moment des Cent-Jours, Marie-Thérèse témoigne en fait rapidement d'un contre-modèle qui assimile le destin de la Nation et celui de la dynastie, en rupture avec la définition révolutionnaire de la Nation. C'est en vain que les légitimistes ayant intégré le nationalisme révolutionnaire lui déconseilleront après 1830 de quitter l'Autriche pour un autre lieu d'exil et de marier le duc de Bordeaux avec une princesse russe plutôt qu'une Habsbourg – afin de laver la famille royale du soupçon d'antipatriotisme.

En troisième lieu, l'ouvrage contribue à la réflexion sur les reconfigurations par la Révolution du rôle politique et symbolique des femmes – à l'instar des travaux de Guillaume Mazeau sur Charlotte Corday. Marie-Thérèse a reçu à sa naissance le titre de « Fille de France » : participant du sang royal, elle participe de l'essence du pouvoir en dépit de la loi salique. Tout en conservant à la monarchie son caractère héréditaire, la constitution de 1791 vide en revanche de leur sens politique et mystique les notions de « maison », de « dynastie » ou de « sang ». Privant de rôle officiel les femmes de la famille royale, dont tous les faits et gestes étaient jusque-là publics, la Révolution leur impose le repli sur la sphère privée qu'elle impose aux femmes à l'échelle de la Nation. Les royalistes envisagent au contraire la suppression de la loi salique au profit de la princesse qui cumule la plus grande proximité généalogique au dernier souverain, la légitimité du malheur et un capital de sympathie et d'adhésion au sein de la société française. La question de son accession au trône devient ainsi un véritable serpent de mer de la vie politique, qui ressurgit à chaque crise – en 1795, au moment où Louis XVIII doit quitter Mitau pour l'Angleterre, lors des Cent-Jours, de l'assassinat du duc de Berry ou des Trois Glorieuses.

Le personnage incarné par « Madame », y compris à son corps défendant, porte en effet la marque des transformations imposées à la culture politique traditionnelle par ceux-là même qui cherchent à en perpétuer les principes. Cette tension s'exprime par exemple au moment où Marie-Thérèse retrouve non seulement son statut de Fille de France, mais se voit parée des attributs de la souveraineté dont elle est garante – qu'il s'agisse du rôle que son oncle lui fait jouer à la cour ou de ses portraits officiels. Le culte du sang des martyrs tend alors à l'emporter sur les lois dynastiques traditionnelles, ce qui la place au centre du système de légitimation et de représentation de la famille royale. Fille de Louis XVI, dont l'exécution a donné corps à l'assimilation de la figure royale et de la figure christique et dont elle a partagé les souffrances, elle authentifie donc, par sa présence et ses mythiques yeux rougis, le discours royaliste sur le sacrifice que la famille royale a fait pour sauver la France.

Cette image de « reine des douleurs » culmine après 1830 alors même que Marie-Thérèse refuse de se prêter à toute propagande. Son personnage participe en effet paradoxalement des mutations globales des régimes de la renommée. Si cette thématique (voir les travaux d'Antoine Lilti, *Figures publiques. Aux origines de la célébrité*, à paraître chez Fayard en 2014) n'est pas explicitée par l'auteur, la princesse est indéniablement au cœur des processus de la célébrité – lesquels passent notamment par la surveillance et la mise en récit de l'existence du personnage en question. Après la Terreur et au moment du regain de vigueur du royalisme, les admirateurs de la princesse vont ainsi jusqu'à louer un appartement en face du Temple : on la scrute pour rendre compte de ses faits et gestes quotidiens et mieux la réinventer. Plus largement, on en fait l'héroïne de chansons, de poèmes et de récits au goût du jour – roman noir, ballades à la manière d'Ossian –, qui ont sa souffrance et son histoire, et non son rang, pour principal ressort. Louis XVIII exploite lui aussi la légitimité sacrificielle de sa nièce en recourant à la publication et à la fictionnalisation. Chassé de Mitau par le tsar en 1801, il associe la proclamation d'un manifeste de l'idéologie royaliste à la mise en scène de sa nièce sous les traits d'une



moderne Antigone. À la Restauration, il fait publier les mémoires que « l'orpheline » a écrits sur son emprisonnement dans un volume qui rassemble aussi les souvenirs de deux fidèles serviteurs – Cléry et Hue –, afin de proposer une version royaliste autorisée de l'épisode du Temple. C'est le même mécanisme qui prévaut avec la publication de la lettre que la duchesse d'Angoulême envoie à son oncle réfugié à Gand alors qu'elle défend à Bordeaux les droits de la royauté en 1815 : cette figure politique féminine devient alors double et à l'héroïne des royalistes répond alors logiquement la virago des défenseurs de l'héritage révolutionnaire et impérial. Marie-Thérèse ne se prête qu'avec réticence à ces manœuvres mais y participe paradoxalement en perpétuant certaines pratiques d'Ancien Régime. De même que les souverains faisaient don à leurs serviteurs de leurs effets ou que les moines de Saint-Denis transformaient poêles et manteaux utilisés lors des funérailles en ornements liturgiques, elle distribue les reliques collectionnées en mémoire de ses parents. Entre pratique culturelle et réification de la personne célèbre, ces gestes font écho au souci des dames de Bordeaux de conserver des fragments de son vêtement ou à celui de Céleste de Chateaubriand de transformer son manteau en ornement pour la chapelle de l'institution qu'elle patronnait. La dévotion dont la princesse et ses parents faisaient l'objet se trouvait donc elle aussi entre Ancien Régime et Révolution.

Aussi fluide qu'évocat à la lecture, l'ouvrage d'Hélène Becquet ne cède jamais à la facilité de l'anecdote ou de l'empathie. D'une grande qualité formelle, il explore en outre de manière exhaustive la place de cette figure princière et féminine dans la vie politique du tournant des XVIII^e et XIX^e siècles. Si Marie-Thérèse a pu jouer en certaines circonstances un véritable rôle politique, ce dernier s'est avant tout construit malgré elle, dans des fictions par le biais desquelles son personnage a participé à l'émergence de formes nouvelles d'adhésion politique jusqu'au sein des factions politiques les plus réactionnaires. Pour mener à bien cette démonstration, l'auteur a mis au jour un important *corpus* de représentations aussi bien écrites que visuelles. On renverra à la thèse de l'École des Chartres soutenue par Hélène Becquet en 2004 pour prendre une connaissance de ce corpus plus ample que celle donnée par les quatre textes proposés en annexe et par le portrait de Fuger placé en couverture. Si le fait même que la fiction s'éteigne avec son personnage garantit sa cohérence au projet biographique et historique de l'ouvrage, l'articulation de la trame de l'existence avec l'analyse des représentations auxquelles celle-ci donna lieu n'est pas toujours tout à fait convaincante – *a fortiori* dans la mesure où Marie-Thérèse n'en fut ni maîtresse, ni même sans doute consciente. Dans cette perspective, on regrette d'autant plus que l'analyse quantitative et qualitative de ces représentations, de leurs producteurs, de leurs commanditaires et de leur réception n'ait pu être menée ou mieux exposée. On se demande à quel point cette enquête, même de moindre ampleur du fait de son objet, aurait croisé les résultats de celle de Corinne Legoy (sur les thuriféraires du pouvoir qui ont éclos spontanément sous la Restauration). En l'absence de comparaison, on tend donc à s'interroger sur le poids exact de la personne et du personnage de Marie-Thérèse dans cette « monarchie sentimentale » (Natalie Scholz) que fut à certains égards la Restauration. L'entrée dans la vie de la fille de Louis XVI par les représentations n'en construit pas moins une grille de lecture très pertinente pour comprendre la gestation de la culture politique royaliste et contre-révolutionnaire, longtemps délaissée par l'historiographie.

Pauline LEMAIGRE-GAFFIER

Stefano SIMIZ (éd.), **La parole publique en ville des Réformes à la Révolution**, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012, 280 p., ISBN 978-2-7574-0382-2, 25 €.

Il s'agit de l'édition des actes d'un colloque organisé à l'université de Nancy en mars 2011. Le maître d'œuvre, Stefano Simiz, spécialiste de l'histoire des confréries et de la prédication à l'époque moderne, place sa réflexion dans le sillage de l'essai de Françoise Waquet, *Parler comme un livre. L'oralité et le savoir XVI^e-XX^e siècle* (2003), défendant une meilleure prise en compte des pratiques de l'oralité par les historiens, ainsi que de la contribution classique de Jean Starobinski sur les trois espaces d'expression de la parole d'autorité, « La chaire, la tribune, le barreau », parue dans les *Lieux de mémoires* de Pierre Nora (1986). À travers une série d'études de cas pour la plupart d'entre elles centrées sur les villes de Lorraine, les contributeurs de ce volume offrent chacun à leur façon de nouvelles perspectives d'étude de l'oralité à travers les sources écrites de l'époque moderne.

Une première partie est consacrée à la prédication urbaine, à travers les cas des prédicateurs parisiens (Isabelle Brian), des prédicateurs mendiants lorrains (Fabienne Henryot), du prédicateur royal, devenu évêque de Nevers en 1578, Arnaud Sorbin (Benoist Pierre) et du pasteur messin du XVII^e siècle Paul Ferry (Julien Léonard). On retiendra principalement la grande faculté d'adaptation des orateurs : adaptation au public, mais également adaptation à l'environnement politique. Les prédicateurs des guerres de religion, qu'ils soient catholiques ou protestants, apparaissent comme prêts à bien des accommodements : les exemples étudiés démontrent qu'ils peuvent servir, non sans une certaine dose d'abnégation quant à leurs convictions personnelles, les projets royaux de pacification. Cette thématique est également abordée dans la troisième partie, consacrée à la réception et à la représentation de la parole, à travers les exemples développés par Jérémie Foa, Penny Roberts et Cécile Huchard. Dans son *Journal*, Pierre de l'Estoile ironise sur le changement de ton des prédicateurs ligueurs, passés de la radicalité à la mondanité consensuelle. Mais les orateurs ne savent pas toujours s'adapter à leur public : trop savantes, les joutes théologiques opposant conférenciers catholiques et protestants dans les années 1560 échouent à provoquer l'adhésion du public et à canaliser la violence religieuse des deux partis. Même échec relatif pour les « paroles de paix » accompagnant en ville la publication des édits de pacification. Philippe Martin étudie quant à lui la ritualisation de la gestuelle des prédicateurs à travers l'iconographie des manuels et des livres de piété, modèles dont il reste bien difficile d'évaluer la portée.

« La parole dans le champ institutionnel lorrain » fait l'objet de la deuxième partie. On y découvre comment les cérémonies de l'oralité mettent en scène l'ordre politique local et son insertion dans le système monarchique absolu, que ce soit à travers les messes rouges du parlement de Nancy (François Lormant), la rhétorique du procureur nancéen Nicolas Rémy à la fin du XVI^e siècle (Alain Cullière), ou celle de l'avocat général Bourcier de Villers au début du XVIII^e siècle (Stefano Simiz).

Sous le titre générique « l'espace politique et social », la quatrième et dernière partie rassemble trois communications un peu à part du reste du volume. La première s'intéresse aux conférences hebdomadaires organisées au bureau d'adresse de Théophraste Renaudot, entre 1632 et 1644 : dans une salle de deux cents places, amateurs et simples curieux viennent écouter savants et hommes de lettres discourir sur des sujets variés, faisant de cet espace l'un des principaux lieux de la vulgarisation des savoirs à Paris dans la première moitié du XVII^e siècle (Aurélie Prévost). Les deux derniers articles concernent plus directement la période révolutionnaire. Philippe Lefebvre revient ainsi sur les origines



religieuses du discours politique en Révolution. Après avoir évoqué la radicalisation de la rhétorique religieuse contre l'incrédulité dans les années 1760-1780, il se penche sur les discours de deux grandes figures de la première Église constitutionnelle, Adrien Lamourette et Claude Fauchet. Tous deux utilisent les ressorts traditionnels de l'éloquence sacrée pour défendre les principes de la démocratie évangélique, qui doit trouver sa réalisation dans le nouvel espace politique de la nation régénérée. On regrettera simplement que, dans l'analyse des *Prônes civiques* de Lamourette, ne soit pas utilisée la thèse de Caroline Chopelin-Blanc. Elle aurait permis de mieux contextualiser l'œuvre et le projet théologique de son auteur, qui n'eut d'ailleurs pas forcément « une mort édifiante sur l'échafaud » : c'est une question de point de vue ! Laurent Jalabert se penche quant à lui sur les différentes formes de prises de parole dans la ville de Bar-le-Duc entre 1789 et 1794. L'effervescence oratoire de 1789, des réunions préparatoires aux États généraux à la Grande Peur, marque une rupture avec les pratiques antérieures, obligeant le pouvoir municipal à édicter de nouvelles règles en la matière. À partir de 1790, la tribune de la Société des Amis de la Constitution devient le principal cadre de la parole publique, au service de la dénonciation des périls politiques pesant sur la communauté locale et nationale.

Ce stimulant colloque offre ainsi un nouveau cadre de réflexion méthodologique sur la nature du public auquel est justement destinée « la parole publique », qui peut tout à la fois former et s'adapter, ainsi que sur les usages de la source écrite comme outil de connaissance des pratiques oratoires avant l'âge de l'audiovisuel. Il invite enfin les historiens de la prise de parole politique en Révolution à tenir compte de l'héritage de la prédication religieuse qui imprégnait la culture oratoire des hommes du XVIII^e siècle, tout autant que « la tribune » et « le barreau ».

Paul CHOPELIN

Cahiers historiques des Annales de droit, n° 1, **David Hoüard (1725-1802). Un juriste en son temps**, PURH, 2012, 292 p., ISBN : 978-2-877775-574-0, 27 €.

Ce premier numéro qui inaugure une collection destinée à « faire connaître les rencontres autour de l'histoire du droit » organisées au sein de l'Université de Rouen réunit les travaux d'un colloque consacré à faire sortir de l'ombre la mémoire d'un « éminent juriste dieppois, certes abondamment cité par l'historiographie juridique [...] mais finalement méconnu ». Au terme de l'ouvrage issu de cette rencontre, l'auteur d'une postface intitulée plaisamment *Tombeau de David Hoüard*, reconnaît que c'était « un pari presque désespéré [...] (de) ranimer et entretenir la flamme vacillante autour d'une personnalité presque oubliée [...] dont les œuvres, recouvertes d'une épaisse couche de poussière dorment d'un profond sommeil dans les réserves des bibliothèques publiques ». Qu'on se rassure cependant, les quinze contributions rassemblées ne manquent pas d'intérêt pour les analystes de la coutume de Normandie et, plus généralement, pour les amateurs d'historiographie juridique. L'avocat, né à Dieppe au tout début du règne de Louis XV, devenu défenseur de l'ordre du clergé et nommé sur le tard censeur royal et inspecteur de la librairie en 1780, fut en effet un auteur prolifique - à tous égards : ne fut-il pas père de dix-sept enfants, nés d'une seule épouse à qui il dédie en 1791 un tendre poème ? Outre des textes académiques, il publia à Rouen en 1766 et 1776 deux volumes, réédités en 1779, consacrés aux *Anciennes loix des François, conservées dans les coutumes anglaises, recueillies par Littleton, un Traité sur les coutumes anglo-normandes, publiées en Angleterre depuis le XI^e siècle jusqu'à*

XIV^e siècle, Rouen, 1776-1781, 4 volumes dédiés à Louis XVI, et, surtout, un *Dictionnaire analytique, historique, étymologique, critique et interprétatif de la coutume de Normandie* dont les quatre volumes parus, toujours à Rouen entre 1780 et 1782, constituent une mine de renseignements permettant de saisir les particularités de la coutume provinciale. D'où des articles qui ne manquent pas d'intérêt sur la puissance paternelle, la situation de la femme, les obligations, ou la question, rarement soulevée par les juristes, du droit d'aînesse lorsque naissent des jumeaux ... ; ou encore sur les origines franques du droit anglais à la suite de la conquête normande, thèse qui « apparaît saugrenue » ; est abordée aussi, en dépit de l'abîme qui sépare les deux auteurs, la comparaison entre « les deux visions de l'ancien droit féodal » chez David Hoüard et Montesquieu.

Pourquoi, dès lors, les œuvres du premier sont-elles tombées dans un tel oubli ? La réponse est simple : « c'est la Révolution qui a brisé le destin des livres et des idées de David Hoüard ». On connaît la chanson : c'est la faute à Voltaire, c'est la faute à Rousseau ... L'avocat érudit serait né trop tard. De fait, comme cela résulte de plusieurs articles, la représentation du monde selon Hoüard est particulièrement archaïque et dépassée, que ce soit à l'égard de l'organisation politique, de la société, de la famille, ou de leur histoire. On ne sait rien, ou presque, de son attitude à partir de 1789 ; il se serait retiré progressivement de toute vie publique avant de mourir pendant le Consulat. Fut-il ainsi que le veut le titre « un juriste en son temps » ? Ou un juriste d'un autre temps ?

Jean BART

Ana HONTANILLA, **El gusto de la razón. Debates de arte y moral en el siglo XVIII español**, Madrid / Francfort, éd. Iberoamericana / Vervuert Verlag, 2010, 366 p., ISBN 978-84-8489-523-7, 44€.

Consciente de la nécessité de préciser dès le premier instant le concept central de son ouvrage, Ana Hontanilla définit le *buen gusto* (bon goût) comme « l'autonomie morale pour jouir des délices ou subir les souffrances associées à la contemplation du monde qui nous entoure » (p. 11). L'objectif principal qu'elle se propose est d'analyser comment les idéaux spécifiques de l'éducation, de la sensibilité et du bon goût permirent au XVIII^e siècle l'accès aux espaces de privilège ; et de quelle manière, pendant ce même siècle, la République littéraire des Lumières était conçue et articulée bien au-delà du privilège de la naissance et du sang.

L'ouvrage centre son étude sur le domaine des Lumières espagnoles, et plus spécifiquement dans le cadre de deux villes qui montrèrent au XVIII^e siècle un dynamisme et une transformation indéniables : la ville de Cadix – surtout autour de son activité commerciale, et tout particulièrement d'outremer – et celle de Madrid – pour son caractère de capitale politique et pour les transformations que l'établissement de la nouvelle cour des Bourbons y entraîna. Comme l'explique l'introduction, l'auteure se propose d'analyser la manière dont « le bon goût dans les arts contribue au progrès de la morale, du savoir, du bien-être et de la vie en société » (p. 15-16). Dans la première partie de son travail, qui comprend les trois premiers chapitres, elle analyse les textes qu'Helmut Jacobs a récemment signalés comme étant ceux qui élaborent le concept du bon goût en Espagne (Helmut Jakobs, *Belleza y buen gusto. Las teorías de las artes en la literatura española del siglo XVIII*, Madrid, 2001). Au travers de ces textes, Ana Hontanilla analyse la formulation théorique du concept du bon goût en prenant tout spécialement en considération trois perspectives



d'analyse qui sont présentes tout au long de l'ouvrage : celle qui réfère au comportement et à la mentalité des sujets, d'une part, et celles qui répondent à la prise en considération des structures de classe et de genre, d'autre part. Pour ce faire, elle offre une large vision de l'évolution et de l'importance du bon goût chez les auteurs les plus remarquables, en commençant par Baltasar Gracián ; elle analyse consciencieusement la fonction du bon goût dans l'œuvre de l'Italien Muratori et elle parcourt tout particulièrement les considérations et les références d'un certain nombre d'écrivains et érudits éclairés espagnols tels que Feijóo, Olavide, Luzán, Aravaca, Jovellanos, Sampere y Guarinos, Francisco Mariano Nipho et Andrés Piquer.

La deuxième partie de l'ouvrage, qui comprend les quatre chapitres suivants, se centre sur une étude beaucoup plus concrète du bon goût, au travers d'une analyse des textes parmi les plus significatifs parus dans les journaux espagnols du XVIII^e siècle, du *Caxón de Sastre* de Mariano Nipho à *El Duende Especulativo*, en passant par *El Censor* et *El Especulador*. Dans son étude, Ana Hontanilla parcourt les débats les plus significatifs qui eurent lieu sur la base d'un air nouveau qu'entraîna la publication des idées des penseurs éclairés espagnols : le débat qui s'instaura entre eux autour de l'incompatibilité entre les règles du bon goût et les inclinations des « gens du commun » (chap. 4) ; celui qui existait entre l'intérêt pour la nouveauté et l'imagination qui pouvait émaner des publications périodiques et le mépris que tout cela entraînait pour les cercles conservateurs (chapitre 5) ; le débat entre le bon goût comme principe de distinction et d'exclusion sociale et le caractère inclusif et égalitaire avec lequel se présentait le domaine public moderne (chapitre 6) ; enfin, le contraste existant entre l'imagination populaire – toujours objet de censure – et celle de l'essayiste – considérée par contre comme un outil indispensable pour réformer les coutumes (chap. 7).

Dans une conclusion très riche en nuances – comme l'ensemble de l'ouvrage que nous commentons –, l'auteure souligne l'intérêt du changement que supposa, dans le contexte des Lumières, l'abandon de la part de la majorité des membres de la bureaucratie d'État des critères de différenciation sociale basés sur la naissance. Ce bouleversement, cependant, n'empêcha pas les propositions du goût éclairé de se convertir, à leur tour, en un nouvel instrument de discrimination.

Parmi beaucoup d'autres choses, l'étude d'Ana Hontanilla vient ratifier et, surtout, apporter des informations, une analyse et une réflexion nouvelles à une appréciation que fit en son temps Franco Venturi en ce qui concerne les Lumières castillanes et le réformisme de Charles III. Selon Venturi – que malheureusement l'auteure ne cite ni dans son texte ni dans sa bibliographie –, en effet, les Lumières et le réformisme espagnols correspondraient davantage à une réalité minoritaire, concentrée autour de hauts fonctionnaires spécialisés et de membres de la classe politique et littéraire, qu'à l'évolution et à la structure endogène de la société. Aussi bien à Cadix que, surtout, à Madrid la transformation des coutumes peut être plus facilement mise en rapport avec une contribution étrangère qu'avec la modification de la structure socioéconomique même.

Sûrement consciente d'un important degré d'abstraction dans tout son travail, Ana Hontanilla termine chaque chapitre par une brève conclusion qui tend souvent, même si elle constitue une aide appréciable pour faciliter la lecture de son texte, à frôler la redondance, tout spécialement si l'on tient compte de l'effort de synthèse qui est présent aussi bien dans l'introduction générale que dans la conclusion globale ; et cela sans sous-estimer un discours intelligent et une écriture très soignée. De telle manière que nous sommes face à un échantillon excellent et approprié de bon goût littéraire, malheureusement si rare dans les publications académiques actuelles.

L'ouvrage est complété par une bibliographie et un ensemble de treize illustrations, dont cinq correspondent à des gravures de Goya, qui illustrent certains des arguments relatifs aux trois derniers chapitres. Dommage, cependant, que l'édition soignée de cet ouvrage ne soit pas complétée par un index onomastique qui lui aurait donné une véritable utilité comme ouvrage de consultation.

Lluís ROURA

Tatiana SIROTCHOUK, **La Vie intellectuelle et littéraire en Ukraine au siècle des Lumières**, Paris, Honoré Champion, 2010, 486 p., ISBN 978-2-7453-2019-9, 111€.

L'ouvrage de Tatiana Sirotchouk explore les manifestations des Lumières dans une des parties périphériques de l'Europe, en Ukraine. Il est superflu de souligner l'importance du sujet choisi. Il y a trois grandes parties dans cet ouvrage. La première traite du contexte politique et culturel de l'Ukraine au XVIII^e siècle (ch. 1), du rôle et de la personnalité des hetmans Mazepa et Razoumovski et des études des Ukrainiens dans les universités européennes (ch. 2), enfin de la notion de « despote » et de « despote éclairé » et de l'opposition au despotisme en Ukraine (ch. 3). La deuxième partie est consacrée à l'Académie de Kiev (ch. 1), aux Ukrainiens dans différents domaines tels que la traduction, la littérature, les sciences, etc. (ch. 2) et à la « Cause ukrainienne à la portée de l'Europe » où l'auteure analyse notamment l'image de l'Ukraine dans l'œuvre de Voltaire (ch. 3). Enfin, la dernière partie est entièrement consacrée à une grande figure des Lumières ukrainiennes, le philosophe Grégoire Skovoroda.

Le nombre de figures importantes dans la culture ukrainienne du siècle des Lumières, les relations très étroites qu'elles entretenaient avec la culture russe dont elles devenaient souvent des acteurs majeurs, le besoin de prendre en compte le contexte russe sans pour autant faire une histoire des Lumières en Russie, tout cela ne facilitait pas la tâche de l'auteure. J'essaierai de montrer, sur quelques exemples, la méthode, les sources utilisées par Tatiana Sirotchouk, les problèmes et les questions qu'elle soulève. J'ai adopté pour les personnes ayant travaillé et vécu en Russie la forme des noms la plus utilisée dans les études slaves en France.

L'auteure brosse plusieurs portraits. Si la partie consacrée à Skovoroda s'étend sur plus de cent pages, celle traitant de l'hetman Mazepa, sur une vingtaine de pages (mais il est aussi question de Mazepa dans d'autres parties du livre), celle où il est question de l'hetman Razoumovski occupe une trentaine de pages. Il y a aussi des parties explorant une question particulière : celle du reflet de l'histoire ukrainienne dans l'œuvre de Voltaire est traitée dans une cinquantaine de pages. Du point de vue de la structure, on pourrait se demander si le titre de l'ouvrage reflète bien son contenu : l'intérêt de l'image de l'Ukraine dans l'œuvre de Voltaire est incontestable, mais cette question a-t-elle toute sa place dans un livre sur la « vie intellectuelle et littéraire en Ukraine » ? Il est possible que son adjonction s'explique par le rôle de relais d'information entre l'Ukraine et Voltaire qu'ont joué certains Ukrainiens (les membres de la famille Orlyk d'abord et surtout).

Dans le chapitre consacré aux Ukrainiens dans les universités européennes, l'auteure montre que, bien avant le XVIII^e siècle, les Ukrainiens partaient étudier dans différentes universités de l'Europe. Elle explique leur choix par l'impossibilité d'étudier dans les universités polonaises fermées aux Ukrainiens après le traité de Pereiaslav de 1654. L'auteure s'appuie beaucoup sur les travaux de Lossky sur la pérégrination académique ukrainienne,



mais utilise aussi quelques données d'archives. L'exposé est présenté comme une série de portraits d'Ukrainiens ayant fait leurs études à Leipzig, Göttingen, Königsberg, etc. Il peut être complété par le chapitre « Les oiseaux migrateurs » qui donne un aperçu de l'activité des médecins ukrainiens en Russie, la majeure partie desquels ont fait leurs études dans les universités européennes. À la lecture de ce chapitre, on peut comprendre qu'en Ukraine, la pérégrination académique n'a pas touché seulement la noblesse, il aurait été souhaitable de fournir quelques données plus précises sur ce sujet. Est-ce que les études des Ukrainiens étaient des initiatives privées ou alors y avait-il des envois d'étudiants organisés par les autorités ? L'auteure mentionne des envois d'étudiants de l'Académie de Kiev à l'université de Halle, s'agit-il d'une pratique courante ou exceptionnelle ? La comparaison avec la Russie est essentielle, mais s'arrête à une remarque : les études dans les universités occidentales deviennent à la mode parmi les aristocrates russes. Le livre majeur d'Andreev sur les étudiants russes dans les universités allemandes (А.Ю. Андреев, Русскиестудентывнемецкихуниверситетах XVIII — первойполовины XIX века. М., 2005) aurait été utile pour la préparation de ce chapitre d'autant plus qu'Andreev parle de plusieurs Ukrainiens dans les universités allemandes.

Un sous-chapitre est consacré à Vassyl Barsky, savant itinérant connu pour ses relations de voyage publiées plus tard à Saint-Pétersbourg. L'auteure veut inscrire Barsky dans le contexte des Lumières et le comparer aux figures de Rousseau ou de Montesquieu. La comparaison n'est pas poussée : « [...] il s'inscrit dans la tradition littéraire de la relation de voyages, pratiquée au siècle des Lumières, dont Montesquieu est sans doute l'exemple le plus connu ». Les *Lettres* de Barsky sont comparées aux *Lettres persanes* de Montesquieu, qui auraient pour objectif de « faire connaître les mœurs des pays lointains » (p. 79), ce dont il est permis de douter.

S'il n'y a pas de chapitre consacré à Féofan Prokopovitch, figure majeure des Lumières ukrainiennes, il est très présent dans cet ouvrage où les différents aspects de l'œuvre de ce prélat et écrivain sont discutés. Prokopovitch se met au service de Pierre le Grand pour justifier la primauté de la raison d'État sur l'Église. Sa justification est intéressante car il utilise à bon escient certaines notions des Lumières. Le rapprochement entre la critique de l'Église par Prokopovitch et celle des philosophes plus tard dans le siècle mériterait à mon avis d'être mieux argumenté.

Dans le sous-chapitre « Connaître Voltaire », l'auteure explique le refus opposé d'abord par la cour de Russie à la demande de Voltaire d'écrire une histoire de Pierre le Grand par la proximité de Cyrille Razoumovski et du chancelier de l'Empire, Bestoujev, connu pour son désamour de la France. L'auteure s'appuie sur l'ouvrage classique d'Albert Lortholary (*Les « Philosophes » du XVIII^e siècle et la Russie*), assez controversé ces dernières années (cf l'étude de Georges Dulac dans *Le Mirage russe au XVIII^e siècle*, éd. par S. Karp et L. Wollf), et sur celui, plus ancien, de Vassiltchikov, sur la famille Razoumovski, mais les travaux traitant des relations de Voltaire avec la Cour de Russie et de la commande qui lui a été faite d'une *Histoire de l'empire de Russie sous Pierre le Grand*, ceux de Chmourlo et surtout ceux de Michel et Christiane Mervaud, ne sont pas utilisés (cependant, le dernier ouvrage est cité dans un autre chapitre). Dans le sous-chapitre « Tentative de réformes : projets et utopies », sont rapprochés le *Plan d'une université* de Diderot et l'*Essai sur les études en Russie* (ce dernier n'étant pas de Diderot mais de Grimm) et le *Projet d'élaboration d'une université à Batouryn* écrit par Grigori Teplov. Les institutions universitaires allemandes sont prises comme modèle dans les deux cas, nous dit l'auteure, mais les ressemblances semblent s'arrêter là. Par ailleurs, dans le *Plan d'une université*,

Diderot écrit : « Je ne crois pas que les Universités d'Allemagne soient beaucoup mieux ordonnées que les nôtres ».

Dans le chapitre « Les oiseaux migrateurs » l'auteure, en s'appuyant sur les documents publiés sur l'Académie de Kiev, montre la part très importante des enseignants de cette institution dans le développement des écoles en Russie. Les données sur les départs des Ukrainiens vers la Russie sont éclairantes, mais celles sur le développement du système scolaire russe sont plus que schématiques ; le peu qu'on nous en dit est tiré de Fontenelle (p. 214) ! L'analyse précise de la situation de l'enseignement en Russie et de l'apport fait par les enseignants ukrainiens fait défaut. Le même reproche peut être adressé à la suite de ce chapitre. Que les Ukrainiens aient contribué au développement de la traduction en Russie, on le savait bien, mais quel était leur apport spécifique ? Le contexte de leur travail en Russie est à peine évoqué, on pourrait croire qu'ils œuvrent dans un véritable désert culturel. On nous dit que Grigori Kozitski était la cheville ouvrière de l'*Union pour la traduction de livres étrangers* et c'est exact ; mais est-il superflu de savoir que sa nomination a été décidée par Catherine II dont il était le secrétaire d'État, que tout le travail de l'Union était payé par le Cabinet de l'impératrice ou que Kozitski a participé à la traduction du *Bélisaire* de Marmontel, l'une des grandes « actions de propagande » orchestrée par Catherine II ? On aurait aimé avoir plus d'informations sur ces traducteurs : de quelle origine sociale étaient-ils ? De quelles langues traduisaient-ils ? Bénéficiaient-ils de commandes d'institutions russes ?

La partie sur l'image de l'Ukraine et particulièrement celle de Mazepa dans l'œuvre de Voltaire est de meilleure qualité, le détail des sources utilisées par Voltaire et du rôle des Orlyk auprès du philosophe ne manque pas d'intérêt. Mais la conclusion ne semble pas à la hauteur de l'exposé (p. 292) : « [...] pour tout ce qui concerne l'image de Mazepa et de l'Ukraine dans l'œuvre de Voltaire, on ne peut aboutir qu'à une seule conclusion : son *Histoire de l'empire de Russie* doit être absolument étudiée en parallèle avec l'*Histoire de Charles XII* si on veut ne pas tomber dans le piège tendu par Voltaire lui-même ». La dernière partie de l'ouvrage, consacrée à la figure de Skovoroda, est peut-être plus élaborée, mais quelques généralisations ou comparaisons me semblent hâtives : ainsi, Rousseau est rapproché de Skovoroda à cause de leur goût pour l'errance ; ne pourrait-on pas invoquer aussi la tradition de sages itinérants propre aussi bien à la Russie qu'à l'Ukraine ?

L'ouvrage aurait gagné en qualité si l'auteure avait utilisé quelques études importantes, on pense aux classiques tels que David Saunders, *The Ukrainian Impact on Russian Culture, 1750-1850* (1985) ou le *Dictionnaire des écrivains russes du XVIII^e siècle* (*Словарь русских писателей 18 века*, 1988, 1999 et 2010). En dehors du contenu scientifique, on peut reprocher des expressions inélégantes ou incorrectes. L'auteure en porte la responsabilité, mais cela soulève aussi la question du travail éditorial, qui s'est réduit, semble-t-il, à un toilettage superficiel. En voici un exemple : « poussé par un fort désir de connaissances et sachant que là-bas, en Occident, elles connaissaient un bel épanouissement, Skovoroda se met en route, comptant sur ses seuls pieds » (p. 308) ! Le sens devient obscur dans certaines phrases alambiquées : « L'Europe toute entière devient observatrice de cette belle légende du XVIII^e siècle que nous reprenons ici, afin de trouver, suivant l'exemple de Jean Starobinski, la signification de l'histoire tracée souvent sous son influence » (p. 81).

Vladislav RJÉOUTSKI

